



612, rue St-Jacques, 15e étage  
Montréal (Québec) H3C 4M8

**PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE**  
**([spectrumauctions-encheresduspectre@ised-isde.gc.ca](mailto:spectrumauctions-encheresduspectre@ised-isde.gc.ca))**

Montréal, le 21 mars 2022

Directrice principale, Politique réglementaire  
Direction générale de la politique du spectre  
Innovation, Sciences et  
Développement économique Canada  
235, rue Queen (6e étage, tour Est)  
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

**Objet : *Gazette du Canada, Partie I, le 25 décembre 2021, Consultation sur un cadre politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 3 800 MHz (« Avis n°SLPB-006-21 ») – Réponse de Québecor Média inc. (« Québecor Média »), déposée en son nom et en celui de Vidéotron Itée (« Vidéotron »)***

---

Madame,

En conformité à la procédure décrite à l'Avis n°SLPB-006-21, nous vous faisons par la présente parvenir la réponse de Québecor Média dans le cadre de la consultation mentionnée en rubrique.

Recevez, Madame, l'expression de notre considération distinguée.

Dennis Béland  
Vice-président, Affaires réglementaires  
Télécommunications  
Ligne directe : 514 380-4792  
Courriel : [dennis.beland@quebecor.com](mailto:dennis.beland@quebecor.com)

p.j.



**Consultation sur un cadre politique et de délivrance de licences  
concernant le spectre de la bande de 3 800 MHz**

**Avis de la Gazette du Canada SLPB-006-21**

**Réponse de Québecor Média inc.,  
déposée en son nom  
et en celui de Vidéotron ltée**

**21 mars 2022**

## Table des matières

### SOMMAIRE

<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>L'ADOPTION DE MESURES FAVORABLES À LA CONCURRENCE : UNE NÉCESSITÉ INCONTOURNABLE</b>	<b>1</b>
	A) Le caractère essentiel des fréquences 3 800 MHz pour l'avenir du sans-fil au pays fait consensus	1
	B) Puisque le blocage de l'accès à la bande de 3 800 MHz est un risque concret, des mesures favorables à la concurrence doivent être adoptées	3
<b>III.</b>	<b>LES MESURES FAVORABLES À LA CONCURRENCE À ADOPTER</b>	<b>6</b>
	A) Ce qu'il faut, en définitive : une réserve de spectre de 100 MHz jumelée à un plafonnement transversal de 100 MHz	6
	B) Le cas Xplornet : une proposition à ne pas retenir	10
	C) Le modèle de Rogers : un deuxième choix potentiellement acceptable, mais à deux conditions	12
<b>IV.</b>	<b>LES CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ AU SPECTRE RÉSERVÉ</b>	<b>14</b>
	A) Modifier les critères d'admissibilité proposés : une rupture radicale qui provoquera de l'incertitude	14
	B) Aucun besoin de préciser la formulation des critères d'admissibilité proposés	16
	C) Une transparence accrue quant à l'admissibilité au spectre réservé pourrait être bénéfique	17
	D) Un seuil d'exclusion à l'admissibilité au spectre réservé serait acceptable uniquement à condition qu'il soit fixé à un pourcentage suffisamment élevé	17
<b>V.</b>	<b>LES EXIGENCES DE DÉPLOIEMENT</b>	<b>20</b>
	A) En ce qui concerne les obligations de déploiement proposées : une idée à rejeter et une autre à retenir	20
	i) L'idée de resserrer l'exigence de déploiement générale est largement rejetée	20
	ii) Ne mesurer les différents jalons de déploiement qu'une fois la bande 3 800 MHz libérée : une idée qui s'impose	21
	B) Les exigences spécifiques aux réseaux LTE sont quasi unanimement décriées	22
	C) Aucune mesure additionnelle en appui à la Stratégie canadienne pour la connectivité n'est nécessaire	24

<b>VI. AUTRES SUJETS</b>	<b>26</b>
A) L'utilisation des zones de service de niveau 5 serait injustifiée et ingérable	26
B) Un moratoire sur les transferts de licences entre concurrents régionaux empêcherait des transactions avantageuses sur le marché secondaire	27
C) Nous n'avons aucune objection quant aux soumissions « tout ou rien »	28
D) Nous sommes d'accord à ce que les points d'admissibilité des licences faiblement grevées soient égalisés	29
E) Nous convenons que les règles de communication entre les soumissionnaires pendant l'enchère doivent être modifiées	29
F) Le report du deuxième versement en paiement des licences qui seront acquises lors de l'enchère 3 800 MHz : une mesure logique et équitable	30
G) Une nécessité : maintenir la condition de licence relative à l'itinérance obligatoire	31
H) La condition de licence relative à la recherche-développement a fait son temps	33

## **ANNEXE**

## SOMMAIRE

### **L'adoption de mesures favorables à la concurrence : une nécessité incontournable**

- i. La mise aux enchères des fréquences de la bande de 3 800 MHz revêt une importance particulière pour l'avenir des services sans fil mobiles en raison du caractère essentiel de ces fréquences pour le déploiement à travers le pays des réseaux 5G. Le véritable enjeu de la présente consultation devient alors de déterminer comment répartir de façon juste et équitable cette ressource spectrale entre les opérateurs mobiles canadiens.
- ii. Les résultats des six enchères tenues depuis 2008 démontrent clairement que les titulaires nationaux possèdent non seulement la motivation, mais aussi les moyens requis pour bloquer l'accès des concurrents régionaux aux fréquences de la bande de 3 800 MHz. En effet, dans trois de ces six enchères, les concurrents régionaux n'ont jamais réussi à surenchérir sur les titulaires nationaux pour un bloc de spectre ouvert. Quant aux trois autres enchères, les concurrents régionaux y ont réalisé une infime percée dont l'impact fut minime.
- iii. De nombreux intervenants à la présente consultation ont exprimé des préoccupations semblables aux nôtres, et ont appelé le Ministère à éviter à tout prix de permettre une mise aux enchères ouverte des fréquences de la bande de 3 800 MHz. Sur cette base et parce que le blocage par les titulaires nationaux de l'accès des concurrents régionaux à la bande de 3 800 MHz représente un risque concret, des mesures favorables à la concurrence doivent nécessairement être adoptées lors de l'enchère à venir.

### **Les mesures favorables à la concurrence à adopter**

- iv. Dans nos observations du 15 février dernier, nous avons démontré qu'une réserve de spectre de 50 MHz est tout à fait insuffisante, puisqu'elle aurait pour effet de forcer les multiples concurrents régionaux à se battre pour une quantité déraisonnablement petite de spectre (50 MHz sur 250 MHz, soit 20 % de la bande). Or, lors des enchères de spectre précédentes où le Ministère a utilisé une réserve de spectre, la quantité de spectre réservé était largement supérieure à 20 %. De plus, un plafonnement de spectre transversal ne suffit pas à lui seul, puisqu'il ne permet pas d'éliminer le risque que les trois grands bloquent l'accès des concurrents régionaux aux fréquences de la bande de 3 800 MHz.
- v. Nous avons également démontré que l'option qui s'impose est une version légèrement modifiée de l'option 3 proposée par le Ministère, à savoir une réserve de spectre de 100 MHz, combinée à un plafonnement transversal de 100 MHz entre les bandes de 3 500 MHz et 3 800 MHz. Ces deux mesures se complètent parfaitement. D'une part, une réserve de 100 MHz permet d'éliminer le risque de blocage par les trois grands. D'autre part, un plafonnement de 100 MHz permet d'éviter la concrétisation d'un scénario de distribution de spectre complètement asymétrique en conclusion de l'enchère, en plus de rendre possible la détention d'une quantité totale de fréquences 3 500 MHz et 3 800 MHz correspondant à

une largeur de bande adéquate pour l'offre de services 5G, soit de 80 à 100 MHz.

- vi. Québecor Média fut loin d'être la seule intervenante à militer en faveur de la mise en place d'une réserve de spectre de 100 MHz jumelée à un plafonnement transversal de 100 MHz. C'est pourquoi nous réitérons avec force que la combinaison d'une réserve de spectre de 100 MHz à un plafonnement de spectre transversal de 100 MHz lors de la mise aux enchères de la bande de 3 800 MHz constitue la mesure qui favorisera la concurrence de façon optimale, en garantissant une distribution juste, équitable et efficace des fréquences en question, ce qui permettra au Ministère d'atteindre pleinement les objectifs qu'il s'est fixés en vue de ce processus.
- vii. Un aspect surprenant des observations de Xplornet est son rejet catégorique de la mise en place d'un plafonnement transversal de 100 MHz, au motif que l'entreprise a besoin d'une quantité supérieure de fréquences de bandes moyennes afin d'être capable d'offrir des services sans fil fixe 5G. Or, le Ministère ne devrait pas tenir compte de cette opposition puisque Xplornet n'a pas démontré de manière convaincante qu'elle-même ou tout autre opérateur a nécessairement besoin de plus de 100 MHz dans la bande combinée de 3 500 et 3 800 MHz. Les avantages concurrentiels considérables qui découlent d'un plafond transversal de 100 MHz l'emportent largement sur les avantages commerciaux de portée limitée dont Xplornet pourrait bénéficier advenant que le Ministère abandonne l'idée de mettre en place un tel plafonnement.
- viii. Rogers a proposé la mise en place d'un plafond transversal d'au moins 150 MHz dans le but de garantir qu'il y ait suffisamment de spectre disponible pour les deux réseaux sans fil nationaux – celui de Rogers et celui de Bell-TELUS. Aux fins de l'application de ce plafond transversal, le spectre de 3 500 MHz et de 3 800 MHz pris en considération comprendrait à la fois les fréquences détenues directement (c.-à-d., les licences primaires) et les fréquences accessibles via un réseau conjoint (c.-à-d., par l'entremise de licences subordonnées). Afin que la proposition de Rogers fonctionne, les participants à l'enchère 3 800 MHz devraient déclarer au préalable leurs intentions de mettre en commun leurs fréquences avec tout autre participant à l'enchère. De plus, afin d'éviter tout contournement du plafond transversal, les participants qui ne déclarent pas leur intention de mettre en commun leurs fréquences seraient soumis à un moratoire de cinq ans sur tout partenariat de cette nature.
- ix. Nonobstant les affirmations de Rogers quant à la prétendue importance supérieure des deux réseaux sans fil nationaux, nous maintenons que la meilleure façon pour le Ministère d'assurer la pérennité de la concurrence dans le marché canadien du sans-fil est d'adopter notre proposition de mettre en place une réserve de spectre de 100 MHz jumelée à un plafonnement transversal de 100 MHz englobant les bandes de 3 500 et 3 800 MHz. Cela dit, advenant que le Ministère se montre d'avis que la proposition de Rogers mérite d'être considérée, Québecor Média pourrait l'accepter, mais uniquement à deux conditions. Première condition : le plafond transversal ne doit d'aucune façon dépasser 150 MHz, puisqu'un plafond d'une quantité supérieure favoriserait indûment les fournisseurs nationaux en leur permettant de détenir à la suite de l'enchère 3 800 MHz une quantité déraisonnablement élevée de fréquences de bandes

moyennes au détriment des concurrents régionaux. Deuxième condition : le moratoire de cinq ans sur des partenariats non déclarés ne doit s'appliquer qu'aux titulaires nationaux. Appliquer le moratoire aux concurrents régionaux serait injuste et contre-productif, puisque cela entraverait sérieusement leur capacité de bâtir des alliances commerciales avec d'autres joueurs de plus petite taille, et ce, alors que la dominance complète par les titulaires nationaux du marché canadien du sans-fil perdure.

#### **En ce qui concerne les critères d'admissibilité au spectre réservé**

- x. Malgré le succès de l'enchère 3 500 MHz, des intervenants ont tout de même jugé bon de proposer des modifications aux critères d'admissibilité au spectre réservé pour l'enchère 3 800 MHz. Certains intervenants ont proposé de rendre l'admissibilité au spectre réservé conditionnelle à la possession d'installations dans la zone de service pertinente de niveau 2, tandis que d'autres ont proposé que l'admissibilité au spectre réservé soit déterminée non pas en fonction de zones de service de niveau 2, mais plutôt en fonction de zones de service de niveau 4.
- xi. Québecor Média s'oppose fermement à de telles modifications. D'une part, elles sont inutiles, puisque les résultats de l'enchère 3 500 MHz constituent la preuve incontestable que les critères d'admissibilité proposés fonctionnent pleinement. D'autre part, et de façon plus importante, les modifications proposées sont injustes, car leur adoption marquerait une rupture radicale avec les règles de l'enchère 3 500 MHz, et ce, alors que cette enchère et celle à venir dans la bande de 3 800 MHz s'inscrivent dans une continuité commerciale - une évidence, puisqu'il s'agit de deux bandes de fréquences sœurs. Qui plus est, en acceptant de modifier les critères d'admissibilité au spectre réservé, le Ministère ne fera que provoquer de l'incertitude parmi les parties intéressées. Or, ces parties intéressées n'ont pas besoin d'incertitude, mais bien plutôt de stabilité et de cohérence. Nous soumettons qu'en employant comme il le propose à l'occasion de l'enchère 3 800 MHz les mêmes critères d'admissibilité au spectre réservé que ceux employés lors de l'enchère 3 500 MHz, le Ministère agira avec cohérence et fera en sorte de garantir une stabilité qui sera des plus bénéfiques pour tous les participants à l'enchère à venir, tout particulièrement dans leur préparation financière.
- xii. Afin de mieux comprendre comment les critères d'admissibilité au spectre réservé seront appliqués lors de l'enchère 3 800 MHz, des intervenants ont également proposé au Ministère de préciser la formulation des critères proposés. Ce dernier ne devrait pas tenir compte de ces propositions. Premièrement, les précisions demandées sont inutiles. En effet, le Ministère propose d'employer les mêmes critères d'admissibilité que ceux employés lors de l'enchère 3 500 MHz et toute partie intéressée sait pertinemment maintenant comment ces critères, au demeurant très clairs, sont interprétés par le Ministère. Deuxièmement, en acceptant de manipuler la formulation des critères d'admissibilité au spectre réservé lors de l'enchère 3 800 MHz, le Ministère ne fera que provoquer de l'incertitude parmi les parties intéressées. Or, ces parties intéressées n'ont pas besoin d'incertitude, mais bien plutôt de stabilité et de cohérence.

- xiii. Divers intervenants ont demandé que l'identité des soumissionnaires admissibles au spectre réservé soit rendue publique avant le début de l'enchère 3 800 MHz. Nous sommes en faveur de cette proposition, puisqu'elle permettrait effectivement une transparence accrue, ce qui aurait pour effet de renforcer la stabilité du processus d'enchères.
- xiv. Xplornet a proposé de rendre inadmissibles au spectre réservé les concurrents régionaux qui détiennent 20 % ou plus de la part du marché des abonnés sans fil dans une province donnée. Nous sommes en désaccord avec cette proposition, mais la jugerions acceptable si le seuil d'exclusion à l'admissibilité au spectre réservé était de 50 % ou plus de la part du marché des abonnés sans fil dans une province donnée, plutôt que 20 %. Nous sommes d'avis qu'un seuil d'exclusion de 50 % permettra d'éviter que les concurrents régionaux qui dominent véritablement leur marché puissent abuser de leur position afin de bloquer l'accès au spectre réservé de leurs concurrents de plus petite taille, tout en évitant des scénarios d'exclusion absurdes et injustes qui auraient pour effet de mettre en péril la politique du quatrième joueur sans fil.

#### **En ce qui concerne les exigences de déploiement**

- xv. Puisque l'idée de resserrer l'exigence de déploiement général des licences 3 800 MHz est largement rejetée par les intervenants, nous réitérons que le Ministère devrait l'abandonner. En effet, absolument rien ne peut justifier un tel resserrement, d'autant plus que le déploiement des fréquences 3 800 MHz représentera un exercice fort probablement aussi coûteux que le déploiement des fréquences 3 500 MHz, indépendamment d'une possible utilisation dans certains cas et par certains opérateurs d'une infrastructure commune aux deux bandes.
- xvi. Compte tenu de l'appui de divers intervenants, nous réitérons que les différents jalons composant la condition de déploiement pour les licences 3 800 MHz ne devraient être mesurés au plus tôt qu'à partir de la date à laquelle les services fixes par satellite auront libéré la bande de 3 700 à 4 000 MHz, soit le 31 mars 2025. Si le Ministère en décide autrement, il ne fera que réduire de façon arbitraire, injuste et inefficace le temps accordé aux opérateurs 3 800 MHz pour déployer leurs fréquences acquises fort probablement à prix élevé.
- xvii. Nous appuyons les très nombreux intervenants qui ont rejeté les exigences de déploiement s'appliquant spécifiquement aux exploitants de réseaux LTE. Ces exigences ne devraient pas être mises en œuvre puisqu'elles sont injustes, irréalistes et inutiles. Si elles sont mises en œuvre malgré tout, le Ministère devrait à tout le moins accepter la proposition de Rogers de ne pas les appliquer dans les zones de services grevées où les exploitants de réseaux LTE pourraient en fait ne jamais être en mesure de satisfaire auxdites exigences en raison de la protection des opérations des services fixes par satellite, ou encore faire face à des retards indus et à des problèmes de coordination.
- xviii. Plusieurs intervenants ont comme nous fait valoir que l'adoption de mesures additionnelles visant à accélérer l'atteinte de l'objectif de la Stratégie canadienne pour la connectivité n'est pour l'instant pas nécessaire, notamment en raison des diverses mesures visant à stimuler et faciliter le déploiement de la large bande



sans fil dans les régions rurales et éloignées qui sont déjà en place ou encore planifiées. Le Ministère devrait prendre acte de cette pluralité de voix et s'abstenir d'adopter de telles mesures, puisque cela est pour l'instant clairement prématuré.

#### **En ce qui concerne certains sujets additionnels méritant l'attention du Ministère**

- xix. L'idée d'utiliser des zones de service de niveau 5 dans toute partie de l'enchère 3 800 MHz doit être rejetée, puisqu'elle serait injustifiée et ingérable. D'une part l'expérience concrète des opérateurs 3 500 MHz nous enseigne que le potentiel de risques d'interférence est susceptible d'augmenter avec l'introduction de licences d'utilisation flexible et de nouveaux déploiements d'équipements 5G NR fixes et mobiles dans les deux bandes. D'autre part, l'adoption de zones de service de niveau 5 pour la bande de 3 800 MHz alors que des zones de service de niveau 4 ont déjà été utilisées pour la bande voisine de 3 500 MHz compliquerait grandement le déploiement de réseaux et la gestion des interférences par les parties qui acquièrent des licences dans les deux bandes, sans parler de l'augmentation du risque d'exposition des soumissionnaires qui essaient d'utiliser l'enchère 3 800 MHz pour ajouter de la capacité à leurs avoirs dans la bande de 3 500 MHz.
- xx. La proposition de Rogers d'étendre le moratoire sur les transferts de licences de spectre réservé aux concurrents régionaux est totalement injustifiée, et n'aurait d'autre effet que d'entraver le fonctionnement d'un marché secondaire efficace pour les ressources de spectre parmi les concurrents régionaux. Or, l'environnement dynamique dans lequel opèrent les concurrents régionaux, en particulier depuis l'enchère 3 500 MHz, est caractérisé par une forte probabilité de discussions entre les concurrents régionaux pour déterminer comment ils peuvent mieux se positionner pour affronter efficacement l'oligopole en place dans chacune des régions du Canada. Des alliances peuvent être formées, le spectre peut être transféré, ou les deux. C'est un processus sain, et si son résultat final est de mettre plus de ressources entre les mains de ceux qui sont les plus capables d'apporter une concurrence durable à chaque région, il doit certainement être encouragé.
- xxi. Québecor Média n'a aucune objection de principe quant aux soumissions « tout ou rien », dans la mesure où la règle d'activité du Ministère est modifiée afin de permettre des soumissions de ce type soit pour des produits individuels, soit pour des produits multiples, comme le propose Bell. Une telle modification permettrait aux soumissionnaires d'exprimer des économies d'échelle en bande passante, résolvant ainsi une partie importante du problème de risque d'exposition.
- xxii. Québecor Média est d'accord à ce que les points d'admissibilité des licences faiblement grevées soient égalisés comme le propose Rogers, puisque cela facilitera le passage d'un produit de remplacement à un autre dans les zones de service.
- xxiii. Les règles de communication entre les soumissionnaires pendant l'enchère 3 500 MHz étaient indûment restrictives à un point tel qu'elles ont pour effet de geler les discussions commerciales constructives entre soumissionnaires, retardant ainsi le développement du secteur canadien du sans-fil. Ces règles

devraient donc être modifiées comme le propose Cogeco, notamment en supprimant l'expression « structure du marché après les enchères » afin de mieux centrer l'interdiction sur les discussions directement liées à l'acquisition ou à l'utilisation du spectre 3 800 MHz, sans toutefois impacter l'intégrité de l'enchère 3 800 MHz.

- xxiv. Le report du deuxième versement en paiement des licences qui seront acquises lors de l'enchère 3 800 MHz jusqu'au moment où la bande de fréquences aura été libérée par les services fixes par satellite est une mesure logique et équitable que nous appuyons. En effet, forcer les gagnants de cette enchère à payer la totalité du coût d'acquisition de leurs licences à la clôture de l'enchère alors que ces licences ne peuvent pas être pleinement utilisées portera ultimement préjudice aux consommateurs canadiens de services sans fil, en plus d'entraver les investissements en capital dans le déploiement de réseaux et services.
- xxv. Tout comme Rogers, nous nous opposons sans réserve à la tentative de Bell et TELUS de remettre en question dans le cadre de la présente consultation la pertinence de la condition de licence exigeant la conformité au cadre réglementaire du Ministère en matière d'itinérance obligatoire. Ce cadre réglementaire n'est ni inutile ni redondant avec celui du CRTC et doit au contraire être maintenu, sur une base technologiquement neutre.
- xxvi. Finalement, nous considérons que la condition de licence relative à la recherche-développement a fait son temps. Non seulement la condition n'a plus sa raison d'être, mais son maintien se fera aux dépens de la capacité des exploitants de réseau mobile d'innover dans leurs offres de services et d'investir dans leurs infrastructures, aux dépens des utilisateurs canadiens de services sans fil mobiles. Pour éviter la concrétisation d'un tel scénario, la solution est simple : abolir la condition de licence relative à la recherche-développement.

## **I. INTRODUCTION**

1. Québecor Média, en son nom et en celui de sa filiale à part entière Vidéotron, a le plaisir de déposer la présente réponse aux observations soumises dans le cadre de la *Consultation sur un cadre politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 3 800 MHz*, avis n°SLPB-006-21 publié le 25 décembre 2021 dans la partie I de la Gazette du Canada (le « Document de consultation »).
2. La présente réponse est divisée en cinq parties. Premièrement nous expliquerons que l'adoption de mesures favorables à la concurrence est une nécessité incontournable. Deuxièmement, nous démontrerons que les mesures qui s'imposent dans le cadre de l'enchère 3 800 MHz sont bel et bien une réserve de spectre de 100 MHz combinée à un plafonnement transversal de 100 MHz. Troisièmement, nous expliquerons pourquoi les critères d'admissibilité au spectre réservé doivent être les mêmes que ceux employés lors de l'enchère 3 500 MHz. Quatrièmement, nous ferons valoir quatre points relatifs aux exigences de déploiement qui ont fait l'objet d'un large support parmi les intervenants à la présente consultation. Cinquièmement, nous terminerons la présente réponse en traitant successivement d'une suite de sujets additionnels qui méritent l'attention du Ministère.

## **II. L'ADOPTION DE MESURES FAVORABLES À LA CONCURRENCE : UNE NÉCESSITÉ INCONTOURNABLE**

### **A) Le caractère essentiel des fréquences 3 800 MHz pour l'avenir du sans-fil au pays fait consensus**

3. D'entrée de jeu, nous avons souligné dans nos observations du 15 février dernier que la mise aux enchères des fréquences de la bande de 3 800 MHz revêt une importance particulière pour l'avenir des services sans fil mobiles en raison du caractère essentiel de ces fréquences pour le déploiement à travers le pays des réseaux 5G.
4. La lecture des observations déposées dans le cadre de la présente consultation permet de constater que ce point de vue fait consensus. À titre d'exemple, nous citerons les propos de quelques intervenants.
5. Au paragraphe 2 de ses observations, Cogeco Communications Inc., au nom de Cogeco Connexion Inc. (« Cogeco ») affirme que l'ajout des fréquences de la bande de 3 800 MHz est nécessaire non seulement pour satisfaire les besoins sans cesse croissants des Canadiens en données mobiles, mais également pour assurer le déploiement de la 5G, laquelle permettra l'émergence d'applications sans fil novatrices :

*Cogeco is supportive of ISED's continuing effort to make more spectrum resources available to existing and new wireless service providers. Spectrum is required not only to continue to support the growing mobile data needs of Canadians - particularly in rural and underserved areas of the country - but also for the rollout of fifth generation wireless technology ("5G") to support the emergence of new wireless applications in vertical industries, such as agriculture, public safety and transportation.*

6. Xplornet Communications Inc. (« Xplornet ») souligne que l'octroi successif des bandes de 3 500 MHz et 3 800 MHz résultera en une bande unique continue de 450 MHz qui sera essentielle au support à travers le pays de toute une gamme de services 5G :

*ISED's recent 3500 MHz auction and the up-coming 3800 MHz auction represent two processes that will ultimately allocate a single continuous band of spectrum across the 3450 MHz to 3900 MHz frequency range. This spectrum will be key to supporting a range of 5G services, including both fixed and mobile applications.<sup>1</sup>*

7. Pour Rogers Communications Canada Inc. (« Rogers »), les bandes de 3 500 MHz et 3 800 MHz combinées constituent une véritable bande de fréquences rêvée pour les opérateurs mobiles :

*The available spectrum from 3300-4200 MHz (including the 3500 MHz and 3800 MHz bands, or "3X00 MHz band") offers an unprecedentedly large amount of bandwidth compared to previously awarded mobile spectrum bands. At the same time, its unique propagation characteristics will enable more densely configured radio access networks (RANs), providing an excellent blend of capacity and coverage. These factors together make the 3X00 MHz band in its entirety a true "Goldilocks" band for mobile operators.<sup>2</sup>*

8. L'essentialité des fréquences de la bande de 3 800 MHz pour l'avenir des services sans fil au pays est donc évidente.
9. Or, comme nous l'avons mentionné dans nos observations du 15 février dernier, la mise aux enchères de ces fréquences représente une occasion toute désignée afin de soutenir la concurrence fondée sur les installations et, plus particulièrement, les joueurs régionaux tels que Vidéotron qui ont agi comme le véritable moteur de cette concurrence au cours de la dernière décennie.
10. La question qu'il faut se poser est la suivante : comment peut-on s'assurer que les précieuses fréquences de la bande de 3 800 MHz soient réparties de façon juste et équitable entre les opérateurs mobiles canadiens ?
11. Apporter la bonne réponse à cette question est crucial, car les concurrents régionaux demeurent confrontés à des titulaires nationaux qui dominent outrageusement le marché canadien du sans-fil. Malgré les signes positifs qui indiquent que la concurrence évolue dans la bonne direction, on ne peut pas à

---

<sup>1</sup> Observations de Xplornet, 15 février 2022, paragraphe 12.

<sup>2</sup> Observations de Rogers, 15 février 2022, paragraphe 2.

ce jour parler d'une concurrence véritablement pérenne dans le marché. Le travail n'est donc pas encore terminé et l'adoption de mesures réglementaires ciblées reste nécessaire afin de permettre à la politique du quatrième joueur du gouvernement fédéral d'atteindre sa pleine maturité.

**B) Puisque le blocage de l'accès à la bande de 3 800 MHz est un risque concret, des mesures favorables à la concurrence doivent être adoptées**

12. Grâce à une analyse des six dernières enchères de spectre mobile tenues depuis 2007, nous avons démontré de façon incontestable dans nos observations du 15 février dernier que les titulaires nationaux possèdent non seulement la motivation, mais aussi les moyens requis pour bloquer l'accès des concurrents régionaux aux fréquences de la bande de 3 800 MHz.
13. En effet, dans trois de ces six enchères, les concurrents régionaux n'ont jamais réussi à surenchérir sur les titulaires nationaux pour un bloc de spectre ouvert. La domination de ces derniers fut complète et absolue. Quant aux trois autres enchères, les concurrents régionaux y ont réalisé une infime percée, mais l'impact de cette percée a été minuscule.
14. Nous avons soutenu que ces résultats prouvent que les motivations qui guident les titulaires nationaux dans le choix de leurs soumissions diffèrent de celles qui guident les concurrents régionaux dans le choix des leurs et c'est pour cette raison que les titulaires nationaux ont été à même de totalement dominer chacune des six enchères. Tandis que les concurrents régionaux sont contraints de soumissionner en se basant uniquement sur la valeur intrinsèque qu'ils attribuent à une licence donnée en prévision de l'offre de nouveaux services, les titulaires nationaux ont l'entière liberté d'ajouter à ce montant une valeur qu'ils attribuent au blocage du marché dans le but spécifique d'entraver la nouvelle concurrence.
15. En somme, quiconque croit que les titulaires nationaux n'ont ni les moyens ni la motivation nécessaire pour exclure les concurrents régionaux du marché du spectre au Canada se berce d'illusions. C'est pourquoi nous avons affirmé avec force que des mesures favorables à la concurrence doivent nécessairement faire partie du cadre régissant l'enchère 3 800 MHz. Nous avons prévenu le Ministère qu'il en allait de la pérennité de la concurrence dans le sans-fil canadien, puisque reléguer les concurrents régionaux à un statut de deuxième classe en matière de déploiement de la 5G en les excluant de la bande de 3 800 MHz compromettrait leur capacité à garder la cadence face aux titulaires nationaux tant en termes de structure de coûts qu'en termes de fonctionnalité réseau. Ultimement, les grands perdants seraient les consommateurs canadiens, qui se verraient privés des avantages dont ils ont pu bénéficier à ce jour grâce à l'impact perturbateur des concurrents régionaux dans le marché.
16. De nombreux intervenants à la présente consultation ont exprimé des préoccupations semblables aux nôtres, et ont appelé le Ministère, comme nous, à éviter à tout prix de permettre une mise aux enchères ouverte des fréquences de la bande de 3 800 MHz.

17. C'est le cas de Bragg Communications Inc., faisant affaire sous le nom d'Eastlink (« Eastlink ») :

*Eastlink agrees with ISED's view that the licensing of the 3800 MHz band is an opportunity to further support investment by telecommunications service providers and to improve the quality, affordability, and availability of wireless services for Canadians. In order to support sustainable competition by facilities-based competitors, it is critical that ISED implement procompetitive measures in the 3800 MHz auction.*

*We further agree with ISED's determination that competition in the post auction marketplace could be affected without measures to facilitate access to spectrum for service providers other than the three NMSPs. Without access to this spectrum, which will be necessary for the deployment of next-generation 5G services, the substantial investments made by facilities-based competitors since 2008, along with the competition they bring to the wireless market, will be at risk.*

*As evidenced by past auctions, facilities-based competitors have typically only been able to acquire set-aside spectrum, or spectrum that has been subject to a cap. Without competitive measures, it is likely that the majority of the 3800 MHz spectrum will go to the NMSPs, adding to their already large holdings of mid-band spectrum. The lack of access to this spectrum will impact facilities-based competitors' ability to effectively compete in the market for 5G services.<sup>3</sup>*

(Notes de bas de page omises)

18. Cogeco, chiffres à l'appui, a démontré que la capacité des titulaires nationaux à dépenser davantage que leurs concurrents a été constante au fil du temps :

*On that point, Cogeco would note that the NMNOs have greater financial resources than any of the smaller operators or new entrants who may want to acquire that spectrum, and could easily outbid them in the absence of pro-competitive auction measures. Further, the ability of the NMNOs to spend more than small or regional operators has been consistent over time, as demonstrated in the table below showing the percentage of auction proceeds attributed to the NMNOs in past auctions:*

% of Auction Proceeds	Tier 4	Tier 3		Tier 2		
	2.5/2.5 GHz 2004-05-09	AWS-1 2008	2500 MHz 2015	700 MHz 2014	AWS-3 2015	600 MHz 2019
Bell	52%	17%	4%	11%	24%	0%
TELUS	0%	21%	63%	22%	72%	27%
Rogers	16%	23%	3%	63%	0%	50%
Total	68%	61%	70%	96%	96%	77%

<sup>3</sup> Observations d'Eastlink, 15 février 2022, paragraphes 3 à 5, page 8.

*Cogeco notes that, even after the 3500 MHz auction, the national incumbents control the vast majority of the commercial mobile spectrum available in Canada (estimated at roughly three-quarters of the spectrum weighted by population). Cogeco also notes that, in the 3500 MHz auction, the NMNOs spent 82% of the final price for 59% of the licences and 66% of the population covered.*

*Therefore, given the NMNO's continuing market power, their ability to outspend other carriers in the market, and their performance in recent auctions in dominating the amount of spectrum acquired, Cogeco continues to support the use of pro-competitive measures in spectrum auctions.<sup>4</sup>*

19. TerreStar Solutions Inc. (« TerreStar ») a souligné que les mesures favorables à la concurrence que le Ministère a adoptées depuis 2008 se sont révélées être un succès et que rien ne justifie un changement de cap de la part de ce dernier dans le contexte de l'enchère 3 800 MHz :

*ISED has consistently recognized the need for pro-competitive measures in past auctions to support its policy objectives. For example, ISED referred to the risk that competition in the 5G mobile wireless market could suffer if regional service providers do not acquire sufficient spectrum in support of pro-competitive measures in the 3500 MHz policy and licensing framework. A similar conclusion was reached two years earlier, when ISED issued Technical, Policy and Licensing Framework for Spectrum in the 600 MHz Band. At the time, the Department concluded that the post-auction marketplace could suffer without measures to facilitate access to spectrum for regional service providers.*

*TerreStar submits that the situation has not changed since those decisions were rendered for past auctions: the incumbents still exercise market power. In the absence of robust procompetitive measures, the superior financial resources of the incumbents could be used to prevent smaller entities from acquiring spectrum licenses, an outcome that would be detrimental to Canadian consumers.*

*Pro-competitive measures have been successfully applied in previous Canadian spectrum auctions and in similar auctions held in other jurisdictions. Such measures have enabled new entrants to acquire spectrum at a reasonable price and have prevented large incumbent operators from acquiring the entirety of the spectrum on offer through access to superior financial resources.*

*Considering the foregoing, TerreStar strongly supports ISED's proposal to implement procompetitive measures in the 3800 MHz auction.<sup>5</sup>*

(Notes de bas de page omises)

---

<sup>4</sup> Observations de Cogeco, 15 février 2022, paragraphes 31 à 33.

<sup>5</sup> Observations de TerreStar, 15 février 2022, paragraphes 12 à 15.

20. Xplornet est elle aussi préoccupée par le risque réel que les titulaires nationaux bloquent l'accès de leurs concurrents de plus petite taille aux fréquences de la bande de 3 800 MHz, advenant l'absence de mesures favorables à la concurrence :

*Pro-competitive measures are also necessary to recognize the financial capacity for large providers to outbid smaller providers. Absent pro-competitive measures, the large national providers, for example, have the incentive and the resources to ensure that smaller, competitive providers are unable to obtain spectrum resources in an auction process. Pro-competitive measures are necessary to ensure that competitive service offerings are available for Canadians.<sup>6</sup>*

21. Le fait que même TELUS Communications Inc. (« TELUS ») demande la mise en place de mesures favorables à la concurrence est, à notre avis, fort révélateur :

*In designing pro-competitive measures for the 3800 MHz auction, ISED must consider the important role that a balanced distribution of 5G mid-band spectrum will play in sustaining healthy competition in the Canadian wireless marketplace while 5G networks are in their infancy and that investment remains paramount given the long term impacts on competitiveness vis a vis the world stage.<sup>7</sup>*

22. À la lumière de tout ce qui précède, nous réitérons qu'une mise aux enchères ouverte des fréquences de la bande de 3 800 MHz ne servirait pas l'intérêt public. Puisque le blocage de l'accès par les concurrents régionaux à la bande de 3 800 MHz représente un risque concret, des mesures favorables à la concurrence doivent nécessairement être adoptées lors de l'enchère 3 800 MHz.

### **III. LES MESURES FAVORABLES À LA CONCURRENCE À ADOPTER**

#### **A) Ce qu'il faut, en définitive : une réserve de spectre de 100 MHz jumelée à un plafonnement transversal de 100 MHz**

23. Dans nos observations du 15 février dernier, nous avons expliqué que l'option 1 proposée par le Ministère, soit une réserve de spectre de 50 MHz dans la bande de 3 800 MHz est tout à fait insuffisante, puisqu'elle aurait pour effet de forcer les multiples concurrents régionaux à se battre pour une quantité déraisonnablement petite de spectre (50 MHz sur 250 MHz, soit 20 % de la bande). Nous avons rappelé que lors des enchères de spectre précédentes où le Ministère a utilisé une réserve de spectre, la quantité de spectre réservé était largement supérieure à 20 %. Nous avons également démontré qu'un plafonnement de spectre transversal de 100 MHz (l'option 2 proposée par le Ministère) ne suffit pas à lui seul, puisqu'il ne permet pas d'éliminer le risque que

---

<sup>6</sup> Observations de Xplornet, 15 février 2022, paragraphe 63.

<sup>7</sup> Observations de TELUS, 15 février 2022, paragraphe 41.



les trois grands bloquent l'accès des concurrents régionaux aux fréquences de la bande de 3 800 MHz.

24. Nous avons soutenu que l'option qui s'impose est une version légèrement modifiée de l'option 3 proposée par le Ministère, à savoir une réserve de spectre de 100 MHz, combinée à un plafonnement transversal de 100 MHz entre les bandes de 3 500 MHz et 3 800 MHz.
25. Nous avons démontré pourquoi ces deux mesures se complètent parfaitement. D'une part, une réserve de 100 MHz permet d'éliminer le risque de blocage par les trois grands. D'autre part, un plafonnement de 100 MHz permet d'éviter la concrétisation d'un scénario de distribution de spectre complètement asymétrique en conclusion de l'enchère, en plus de rendre possible la détention d'une quantité totale de fréquences 3 500 MHz et 3 800 MHz correspondant à une largeur de bande adéquate pour l'offre de services 5G, soit de 80 à 100 MHz.
26. Québecor Média fut loin d'être la seule intervenante à la présente consultation à militer en faveur de la mise en place d'une réserve de spectre de 100 MHz jumelée à un plafonnement transversal de 100 MHz.
27. Eastlink a expliqué de façon éloquente pourquoi autant une réserve de 100 MHz qu'un plafonnement transversal de 100 MHz sont nécessaires si l'on veut assurer une répartition équitable de ces importantes fréquences de bandes moyennes :

*This auction represents a good opportunity to allow for a more equitable distribution of midband spectrum. However, we do not believe this will be achieved with a set-aside of 50 MHz, which only represents 20% of the total spectrum available in most service areas. If we consider, for example, the current spectrum holdings in Halifax, a set-aside of 50 MHz would allow Eastlink to obtain up to 50 MHz of 3800 MHz spectrum, which along with our 50 MHz of 3500 MHz spectrum would provide us a total of 100 MHz of this mid-band spectrum. Based on past auctions, there would be little chance for Eastlink to outbid Bell or Rogers for additional spectrum in the open market. Through a combination of existing spectrum holdings, and additional spectrum obtained in the 3500 MHz auction, Bell has 9 blocks of 3500 MHz spectrum. Under a proposed auction format with 50 MHz set-aside, it is reasonable to assume that Bell will be able to double their current spectrum holdings with 200 MHz available in the open market. This gives them a significant advantage in their mid-band holdings, and their ability to compete in the 5G market, as compared to Eastlink. Bell and Rogers hold similar advantages in many of Eastlink's serving areas across the country given the 3500 MHz holdings they had prior to the auction, along with the spectrum they were able to acquire in the auction.*

*In this regard, Eastlink submits that the set-aside of 50 MHz proposed in Option 1 will create a significant competitive advantage for the NMSPs. Instead, Eastlink submits that it is appropriate for ISED to establish a set-aside of 100 MHz per service area as a necessary procompetitive measure. As outlined above, Eastlink submits that 100 MHz is the appropriate amount*

*of set-aside when considering the total amount of spectrum available in each area, along with the spectrum holdings of the NMSPs. A set-aside of 50 MHz would provide the NMSPs an even further advantage given their significant overall spectrum holdings compared to regional operators. Noting the disparity of total spectrum holdings that NMSPs possess compared to any other operators in the country, Eastlink submits that our proposed set-aside is appropriate and necessary.*

*While a set-aside is critical, Eastlink submits that this should be combined with a cross-band spectrum cap across the 3500 MHz and 3800 MHz bands as proposed by ISED. Eastlink submits that a cross-band band spectrum cap of 100 MHz as proposed by ISED may be reasonable, as it will allow other facilities-based competitors to access mid-band spectrum in areas where existing licence holders already hold a significant portion of the spectrum. This approach would allow for a more equitable distribution of spectrum, and would ensure that other regional providers have the opportunity to acquire at least some of this important midband spectrum. (...)<sup>8</sup>*

28. À l'appui d'une réserve de 100 MHz et d'un plafonnement transversal de 100 MHz, Sogetel Inc. (« Sogetel ») a invoqué le besoin pour le Ministère d'être cohérent avec les décisions qu'il a prises par le passé afin de soutenir la concurrence dans le marché canadien du sans-fil mobile, le travail n'étant pas encore terminé :

*Comparing the proportion of spectrum that ISED is proposing to set aside for new entrants and regional carriers in Option 3 above (50 MHz out of 250 MHz or 1/5 of spectrum) to the proportion that was set aside in the 600 MHz auction (30 MHz out of 70 MHz or 3/7) or in the 3500 MHz auction, where approximately 47% of the licenses on offer were set aside (701/1504), Sogetel believes that ISED is not considering a large enough proportion of the 3800 MHz band to be set aside.*

*In its answer to Q5 above, Sogetel demonstrated that even with a cross-band spectrum cap of 100 MHz between the 3500 MHz and the 3800 MHz bands, the three national incumbents would still be able to acquire 210 MHz of the 250 MHz of 3800 MHz spectrum on offer in 92 service areas. Sogetel therefore submits that to be consistent with past decisions related to pro-competitive measures - which aim to ensure that regional carriers can acquire the spectrum they need to continue to compete against incumbents, ISED should consider a 100 MHz set-aside of the total 250 MHz on offer along with a cross-band spectrum cap of 100 MHz between the two bands.*

*Sogetel submits that set-asides and spectrum caps are the pro-competitive measures of choice to be used in the spectrum allocation process. However, the proportion of spectrum that regional carriers need to continue to compete does not drastically change from one auction to the next. Regional carriers continue to be 'spectrum poor' compared with the entities that exercise market power. Consequently, Sogetel submits that a new Option 4, which*

---

<sup>8</sup> Observations d'Eastlink, 15 février 2022, paragraphes 6 à 8, pages 8 et 9.

*consists of 'a 100 MHz set-aside and 100 MHz cross-band cap across the 3500 MHz and 3800 MHz bands' would be the most appropriate to address the spectrum inequities in the current market situation.*<sup>9</sup>

29. Aux paragraphes 31 et 32 de ses observations, Sogetel a continué en faisant valoir qu'une réserve de spectre de 100 MHz (jumelée à un plafonnement transversal) représenterait une mesure parfaitement alignée avec le service d'accès aux exploitants de réseaux mobiles virtuels instauré par le CRTC dans la Politique réglementaire de télécom CRTC 2021-130, *Examen des services sans fil mobiles* et qu'un tel alignement était des plus souhaitables :

*Considering the CRTC determination that the three national incumbents have market power, the MVNO access regime that the Commission is in process of establishing to mitigate this market power and finally increase competition for Canadian consumers, and the need for regional carriers to access spectrum to pursue and develop their mobile operations in support of this competition increase, Sogetel submits that a 100 MHz set-aside for the 3800 MHz auction would be totally in alignment with the CRTC measures.*

*The federal government has been trying to foster the emergence of strong regional competition in the wireless mobile sector since 2008 - with some success, but there is still much to be done. Sogetel submits that ISED and the CRTC can complement each other's policies and work jointly at achieving this common objective. Sogetel further submits that now is not the time to relax the efforts started in 2008. ISED should continue to support the access to spectrum for regional carriers, and to be consistent with past auctions and the current needs of regional carriers. Option 4 proposed by Sogetel where 'a 100 MHz set-aside and 100 MHz cross-band cap across the 3500 MHz and 3800 MHz bands' is applied would be the most appropriate pro-competitive measure for the 3800 MHz auction.*

(Soulignés dans l'original)

30. Comcentric Networking Inc. (« Comcentric », une entité formée par un regroupement de petits fournisseurs de services de télécommunication dans le sud-ouest de l'Ontario), qui milite en faveur d'une réserve de spectre de 100 MHz et qui n'est pas opposée au jumelage d'une telle réserve à un plafonnement transversal<sup>10</sup>, exprime bien l'illogisme de réduire la quantité de spectre historiquement réservée pour les nouveaux entrants alors que les besoins spectraux de ces derniers n'ont cessé de s'accroître :

*Comcentric submits that since the federal government started to implement policies enabling the emergence of new entrants to the mobile wireless sector in 2008, when set-asides have been used in the spectrum licensing process, over 42% of licenses on offer were set aside for those new*

---

<sup>9</sup> Observations de Sogetel, 15 février 2022, paragraphes 27 à 30. À noter que TerreStar a présenté des arguments semblables à ceux de Sogetel en faveur d'une réserve de spectre de 100 MHz et d'un plafonnement transversal de 100 MHz (voir les paragraphes 21 à 24 des observations de TerreStar, 15 février 2022).

<sup>10</sup> Observations de Comcentric, 15 février 2022, paragraphe 32.

*entrants. Granted, ISED is considering the pairing of a cross-band spectrum cap with the set-aside for the 3800 MHz auction. However, Comcentric has already demonstrated in its response to question 5, that the spectrum cap would do little to help small carriers acquire spectrum.*

*Comcentric believes that with 20% of spectrum on offer set aside for new entrants (50 MHz as per proposed Options 1 and 3), the regulator is not considering a large enough proportion of the 3800 MHz band to be set aside for regional carriers and new entrants to meet their operational needs. Spectrum needs of smaller regional carriers have increased over time that suddenly and thus, it would be appropriate to cut the proportion of set-aside spectrum by more than half: regional carriers are still spectrum poor compared with the national MNOs. Comcentric therefore urges the regulator to adopt a 100 MHz set-aside for the 3800 MHz auction.<sup>11</sup>*

31. Compte tenu de ce que nous venons d'exposer, nous réitérons avec force que la combinaison d'une réserve de spectre de 100 MHz à un plafonnement de spectre transversal de 100 MHz lors de la mise aux enchères de la bande de 3 800 MHz constitue la mesure qui favorisera la concurrence de façon optimale, en garantissant une distribution juste, équitable et efficace des fréquences en question, ce qui permettra au Ministère d'atteindre pleinement les objectifs qu'il s'est fixés en vue de ce processus, à savoir :
- favoriser l'investissement dans les réseaux sans fil et leur évolution, par des mesures habilitantes de développement de réseaux et de la technologie 5G de grande qualité;
  - appuyer une concurrence soutenue au chapitre de la prestation de services sans fil afin que les consommateurs et les entreprises bénéficient d'un plus grand choix et de prix compétitifs;
  - faciliter le déploiement et la disponibilité en temps opportun des services dans l'ensemble du pays, y compris dans les régions rurales, éloignées et du Nord.<sup>12</sup>

## **B) Le cas Xplornet : une proposition à ne pas retenir**

32. Comme nous l'avons vu à la section II.B) de la présente réponse, Xplornet a indiqué dans ses observations qu'elle était en faveur de l'adoption de mesures favorables à la concurrence lors de l'enchère 3 800 MHz, et ce, en raison du risque réel que les titulaires bloquent l'accès de leurs concurrents de plus petite taille aux fréquences de la bande de 3 800 MHz advenant que de telles mesures ne fussent pas mises en place.
33. À titre de mesures favorables à la concurrence, Xplornet a plaidé en faveur de l'option 1 proposée par le Ministère, soit uniquement une réserve de spectre de 50 MHz. Comme nous l'avons expliqué tant dans nos observations que dans la

---

<sup>11</sup> Observations de Comcentric, 15 février 2022, paragraphes 30 et 31.

<sup>12</sup> Document de consultation, paragraphe 13.

section précédente de la présente réponse, une réserve de 50 MHz est nettement insuffisante, puisqu'elle aurait pour effet de forcer les concurrents régionaux à se battre pour une quantité déraisonnablement petite de la bande de 3 800 MHz.

34. Un aspect surprenant des observations de Xplornet est le rejet catégorique par cette dernière de la mise en place d'un plafonnement transversal de 100 MHz, au motif que l'entreprise a besoin d'une quantité supérieure de fréquences de bandes moyennes afin d'être capable d'offrir des services sans fil fixe 5G :

*ISED has consulted with parties about potentially applying a cross-band spectrum cap that would prevent any party from bidding on spectrum where they hold or would hold more than 100 MHz of spectrum across the 3450-3900 MHz frequency range. Xplornet does not support the adoption of such a cap in the 3800 MHz auction. In response to previous consultations, we have stated that 100 MHz of mid-band spectrum is the minimum amount to enable the efficient use of spectrum to support 5G services. Capping access to mid-band spectrum at a maximum of 100 MHz of spectrum will limit the benefits that service providers can extend to Canadians, contrary to the objective of the Spectrum Policy Framework.<sup>13</sup>*

35. Pour les raisons qui suivent, nous prions le Ministère de ne pas tenir compte de l'opposition de Xplornet à la mise en place d'un plafonnement transversal de 100 MHz lors de l'enchère 3 800 MHz.
36. Premièrement, les standards 3GPP définissent 100 MHz comme étant la largeur de bande maximale d'un canal New Radio (« NR ») 5G. Comme c'était le cas avec les technologies sans fil précédentes, la 5G s'accommode très bien de plusieurs canaux, et permet même d'en faire une agrégation à travers les différentes bandes de fréquences 5G afin d'augmenter les débits offerts par un opérateur. Or, un plafond transversal de 100 MHz dans la bande combinée de 3 500 et 3 800 MHz permet de maximiser le nombre d'opérateurs qui pourront offrir un canal complet permettant des vitesses maximales de l'ordre de 1 500 Mbit/s.
37. Deuxièmement, en parlant de 100MHz comme d'une quantité minimale de fréquences de bandes moyennes, Xplornet, dans les faits, s'exprime à travers son propre modèle d'affaire qui est d'offrir de l'Internet sans fil fixe à large bande en régions rurales. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'en plus de permettre une connexion à large bande, la 5G vise également à supporter massivement des objets connectés et à offrir des communications à faible latence ultra-fiables. Dès lors, supporter les services 5G ne se limite pas uniquement à une question de largeur de bande et de vitesses.
38. Troisièmement, en se livrant au paragraphe 20 de ses observations à une comparaison des volumes mensuels de consommation en milieux urbains et de ceux en milieux ruraux fondée sur l'hypothèse « toutes choses égales par ailleurs », Xplornet pêche par ce même filtre. La densité de population étant plus faible en régions rurales, la capacité spectrale accessible par client est

---

<sup>13</sup> Observations de Xplornet, 15 février 2022, paragraphe 22.

supérieure et donc plus à même de supporter les débits et la demande des clients d'un fournisseur rural de services à large bande. Ce qui n'est pas le cas en milieu urbain où les opérateurs mobiles font face à une densité de population de près de cent soixante fois supérieure à celle en régions rurales et où un déploiement de spectre permet d'offrir une capacité additionnelle au bénéfice d'un plus grand nombre de clients.

39. Quatrièmement, on ne peut que dénoter une contradiction dans les propos de Xplornet lorsqu'elle affirme au paragraphe 22 de ses observations que « *100 MHz of mid-band spectrum is the minimum amount to enable the efficient use of spectrum to support 5G services* » et qu'elle affirme aux paragraphes 23 et 24 du même document que les 50 MHz réservés lors de l'enchère 3 800 MHz combinés au 50 MHz que le Ministère propose de réserver lors de l'enchère 3 800 MHz, soit un total de 100 MHz, représente « *a very fair allocation of spectrum that promotes the objective of the Spectrum Policy Framework.* »
40. À la lumière de tout ce qui précède, nous sommes d'avis que Xplornet n'a pas démontré de manière convaincante qu'elle-même ou tout autre opérateur a nécessairement besoin de plus de 100 MHz dans la bande combinée de 3 500 et 3 800 MHz. Les avantages concurrentiels considérables qui découlent d'un plafond transversal de 100 MHz l'emportent largement sur les avantages commerciaux de portée limitée dont Xplornet pourrait bénéficier advenant que le Ministère abandonne l'idée de mettre en place un tel plafonnement.

**C) Le modèle de Rogers : un deuxième choix potentiellement acceptable, mais à deux conditions**

41. Dans ses observations du 15 février, Rogers a prétendu que le succès du Canada à fournir des réseaux sans fil de classe mondiale est le résultat direct d'une concurrence entre les deux réseaux nationaux, soit le réseau de Rogers et le réseau conjoint de Bell Mobilité (« Bell ») et de TELUS. Par conséquent, Rogers s'est montré d'avis que le Ministère devrait dorénavant mettre l'emphasis sur les mesures réglementaires qui favoriseraient la concurrence entre ces deux réseaux nationaux<sup>14</sup>.
42. C'est dans cette optique que Rogers a proposé la mise en place d'un plafond transversal d'au moins 150 MHz, ce qui ferait en sorte, selon Rogers, de garantir qu'il y ait suffisamment de spectre disponible pour les deux réseaux nationaux<sup>15</sup>. Aux fins de l'application de ce plafond transversal, le spectre de 3 500 MHz et de 3 800 MHz pris en considération comprendrait à la fois les fréquences détenues directement (c.-à-d., les licences primaires) et les fréquences accessibles via un réseau conjoint (c.-à-d., par l'entremise de licences subordonnées)<sup>16</sup>.
43. Toutefois, pour que la proposition de Rogers fonctionne, les participants à l'enchère 3 800 MHz devraient déclarer au préalable leurs intentions de mettre

---

<sup>14</sup> Observations de Rogers, 15 février 2022, paragraphe E1.

<sup>15</sup> Observations de Rogers, 15 février 2022, paragraphe E5.

<sup>16</sup> Observations de Rogers, 15 février 2022, paragraphe 39.

en commun leurs fréquences avec tout autre participant à l'enchère<sup>17</sup>. De plus, afin d'éviter tout contournement du plafond transversal, les participants qui ne déclarent pas leur intention de mettre en commun leurs fréquences seraient soumis à un moratoire de cinq ans sur tout partenariat de cette nature<sup>18</sup>.

44. Avant de commenter la proposition de Rogers, nous tenons tout d'abord à exprimer notre profond désaccord avec la manière dont Rogers a décrit la dynamique concurrentielle du sans-fil canadien. Laisser entendre que les consommateurs canadiens profitent uniquement de la concurrence entre deux réseaux nationaux dotés d'installations et que l'attention des décideurs réglementaires devrait se concentrer uniquement sur les besoins de ces deux réseaux est la quintessence de l'arrogance des titulaires, sans parler du fait que cela n'a rien à voir avec la situation sur le terrain. Comme nous l'avons souligné à maintes reprises dans la présente consultation ainsi que d'autres instances, le fait demeure que c'est grâce à l'engagement sans faille des concurrents régionaux tels que Vidéotron qui ont misé à fond sur la concurrence basée sur les installations que les consommateurs de services sans fil mobiles peuvent désormais bénéficier d'avantages concrets et durables.
45. Nous maintenons notre position selon laquelle la politique du spectre du Ministère doit rester résolument axée sur la garantie que les concurrents régionaux obtiennent un accès équitable aux ressources de spectre du pays, afin de continuer à contester l'emprise persistante de l'oligopole titulaire sur le marché canadien du sans-fil. Nous maintenons en outre que la meilleure façon d'y parvenir dans le cadre de l'enchère de 3 800 MHz consiste à adopter une réserve de spectre de 100 MHz jumelée à un plafonnement transversal de 100 MHz englobant les bandes de 3 500 et 3 800 MHz.
46. Cela dit, advenant que le Ministère se montre d'avis que la proposition de Rogers mérite d'être considérée, Québecor Média pourrait l'accepter, mais uniquement à deux conditions.
47. Première condition : le plafond transversal ne doit d'aucune façon dépasser 150 MHz, puisqu'un plafond d'une quantité supérieure favoriserait indûment les fournisseurs nationaux en leur permettant de détenir à la suite de l'enchère 3 800 MHz une quantité déraisonnablement élevée de fréquences de bandes moyennes au détriment des concurrents régionaux.
48. Imposer, par exemple, un plafonnement de 200 MHz à chacun des deux réseaux nationaux dotés d'installations ne laisserait que 50 MHz pour tous les concurrents régionaux combinés. Ces derniers seraient gravement pénalisés, puisqu'ils seraient condamnés à détenir une quantité de fréquences de bandes moyennes qui ne conviendrait tout simplement pas à leurs besoins spectraux dans un contexte de déploiement de la 5G au pays.
49. Deuxième condition : le moratoire de cinq ans durant lequel les participants à l'enchère 3 800 MHz qui n'ont pas déclaré au préalable leur intention de mettre

---

<sup>17</sup> Observations de Rogers, 15 février 2022, paragraphe 40.

<sup>18</sup> Observations de Rogers, 15 février 2022, paragraphe 40.

en commun leurs fréquences avec un autre participant ne devrait s'appliquer qu'aux titulaires nationaux.

50. La raison d'être de cette deuxième condition est assez simple. Bell et TELUS ont un accord de partage de réseau bien établi qui, comme Rogers l'a décrit, s'étend à toutes les bandes de spectre mises aux enchères depuis 2008. Ces entreprises sont clairement en mesure de déclarer maintenant et avec certitude si elles ont l'intention d'étendre leur partenariat à la bande combinée de 3 500 et 3 800 MHz. Refuser maintenant de procéder à une telle déclaration permettrait de toute évidence de contourner la contrainte proposée par Rogers.
51. En revanche, les concurrents régionaux sortent tout juste d'une enchère 3 500 MHz au cours de laquelle plusieurs ont acquis du spectre pour la première fois ou encore ont étendu leur empreinte spectrale à de nouvelles régions. Ils souhaiteront peut-être maintenant examiner les opportunités de partenariat entre eux, même si un tel processus prendra logiquement un certain temps. Suggérer que de telles discussions devraient être achevées et leurs résultats gravés dans le marbre avant la date de dépôt des demandes de participation à l'enchère 3 800 MHz est totalement irréaliste.
52. Appliquer le moratoire aux concurrents régionaux serait injuste et contre-productif, puisque cela entraverait sérieusement leur capacité de bâtir des alliances commerciales avec d'autres joueurs de plus petite taille, et ce, alors que la dominance complète par les titulaires nationaux du marché canadien du sans-fil perdure. Si la proposition de Rogers est retenue, le moratoire de cinq ans sur des partenariats non déclarés doit s'appliquer uniquement aux titulaires nationaux.

#### **IV. LES CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ AU SPECTRE RÉSERVÉ**

##### **A) Modifier les critères d'admissibilité proposés : une rupture radicale qui provoquera de l'incertitude**

53. Nous avons indiqué dans nos observations du 15 février dernier que nous sommes en faveur des critères d'admissibilité au spectre réservé proposés par le Ministère parce qu'ils sont les mêmes que ceux employés lors de l'enchère 3 500 MHz et qu'ils représentent, dans les faits, une formule qui a fait ses preuves. Les résultats plus que positifs de la mise aux enchères du spectre de la bande de 3 500 MHz le démontrent bien. En effet, les critères mis en place ont permis à de nombreux concurrents régionaux (à savoir, douze) d'acquérir des blocs de fréquences de la bande de 3 500 MHz à travers le pays.
54. Or, malgré ce succès, des intervenants à la présente consultation ont tout de même jugé bon de proposer des modifications aux critères d'admissibilité au spectre réservé pour l'enchère 3 800 MHz.
55. Certains intervenants ont proposé de rendre l'admissibilité au spectre réservé conditionnelle à la possession d'installations dans la zone de service pertinente



de niveau 2, tandis que d'autres ont proposé que l'admissibilité au spectre réservé soit déterminée non pas en fonction de zones de service de niveau 2, mais plutôt en fonction de zones de service de niveau 4, ce qui ferait en sorte de réduire la portée géographique de l'admissibilité.

56. Québecor Média s'oppose fermement à de telles modifications.
57. D'une part, elles sont inutiles, puisque les résultats de l'enchère 3 500 MHz constituent la preuve incontestable que les critères d'admissibilité proposés fonctionnent pleinement. Il n'y a donc rien de surprenant que de nombreux intervenants à la présente consultation aient appuyé comme nous les critères d'admissibilité proposés.<sup>19</sup>
58. D'autre part, et de façon plus importante, les modifications proposées sont injustes, car leur adoption marquerait une rupture radicale avec les règles de l'enchère 3 500 MHz, et ce, alors que cette enchère et celle à venir dans la bande de 3 800 MHz s'inscrivent dans une continuité commerciale - une évidence, puisqu'il s'agit de deux bandes de fréquences sœurs. Nous soumettons, par conséquent, qu'il serait totalement inacceptable aux yeux des entreprises telles que Vidéotron qui ont acheté à très fort prix (830 millions \$) des fréquences 3 500 MHz que le Ministère change drastiquement la donne en milieu de parcours.
59. Qui plus est, en acceptant de modifier comme le demandent certains intervenants les critères d'admissibilité au spectre réservé, le Ministère ne fera que provoquer de l'incertitude parmi les parties intéressées. Or, ces parties intéressées n'ont pas besoin d'incertitude, mais bien plutôt de stabilité et de cohérence. Quant à ce point, nous citerons les propos de Sogetel, une entité qui a fait l'acquisition de spectre réservé lors de l'enchère 3 500 MHz :

*Sogetel notes that the set-aside eligibility criteria has changed with every auction where a set-aside was considered since ISED first used the pro-competitive measure to implement its policy to favor the entry of regional carriers in 2008.*

*Sogetel welcomes the idea of reusing the same set-aside eligibility rules used in the 3500 MHz auction considering the need for stability and predictability by players in the wireless industry.*

*Sogetel therefore supports ISED's proposal.*<sup>20</sup>

60. Nous partageons en tout point l'opinion de Sogetel et nous soumettons qu'en employant comme il le propose à l'occasion de l'enchère 3 800 MHz les mêmes critères d'admissibilité au spectre réservé que ceux employés lors de l'enchère

---

<sup>19</sup> Observations de Sogetel, 15 février 2022, paragraphe 35; observations de TerreStar, 15 février 2022, paragraphe 26; observations de Comcentric, 15 février 2022, paragraphe 33; observations d'Iristel Inc., en son nom et celui de ses affiliés Ice Wireless Inc. et i-MobileCA Inc., 15 février 2022, paragraphe 40; observations d'Ecotel Inc., 15 février 2022, paragraphe 45.

<sup>20</sup> Observations de Sogetel, 15 février 2022, paragraphes 33 à 35.

3 500 MHz, le Ministère agira avec cohérence et fera en sorte de garantir une stabilité qui sera des plus bénéfique pour tous les participants à l'enchère à venir, tout particulièrement dans leur préparation financière.

**B) Aucun besoin de préciser la formulation des critères d'admissibilité proposés**

61. Afin de mieux comprendre comment le Ministère appliquera les critères d'admissibilité au spectre réservé lors de l'enchère 3 800 MHz, des intervenants à la présente consultation ont proposé au Ministère de préciser la formulation des critères proposés, par exemple en remplaçant, comme le suggère Xplornet, le mot « *providing* » par « *offering* » dans la phrase « *and that are actively providing commercial telecommunications services to the general public* »<sup>21</sup>, ou encore en précisant, comme le suggère Bell, la notion d'« *actively provide service* »<sup>22</sup>.
62. Pour les raisons qui suivent, nous invitons le Ministère à ne pas tenir compte de ces propositions.
63. Premièrement, les précisions demandées sont inutiles. En effet, le Ministère propose d'employer les mêmes critères d'admissibilité que ceux employés lors de l'enchère 3 500 MHz et toute partie intéressée sait pertinemment maintenant comment ces critères, au demeurant très clairs, sont interprétés par le Ministère. Quant à la proposition de Xplornet, nous tenons à souligner au surplus que le mot « *providing* » est supérieur (et donc préférable) au mot « *offering* ». En effet, « *providing* » permet de mesurer de façon objective et neutre les services fournis, tandis qu'« *offering* » soulève des considérations subjectives, surtout lorsque considéré dans le contexte d'un client de type grande entreprise qui opère des sites dans de multiples provinces.
64. Deuxièmement, en acceptant de manipuler la formulation des critères d'admissibilité au spectre réservé lors de l'enchère 3 800 MHz, le Ministère, comme nous l'avons expliqué à la section précédente, ne fera que provoquer de l'incertitude parmi les parties intéressées. Or, ces parties intéressées n'ont pas besoin d'incertitude, mais bien plutôt de stabilité et de cohérence.
65. Par ailleurs et en terminant, nous tenons à attirer l'attention du Ministère sur le fait que le mot « *providing* » a été traduit par « *offrent* » dans la version française de la question 7 du Document de consultation. Puisque le mot « *providing* » a été traduit par « *fournissaient* » dans la version française du Cadre politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 3 500 MHz (le « Cadre 3 500 MHz »)<sup>23</sup>, le Ministère, en cohérence avec ce que nous venons d'exposer, devrait remplacer « *offrent* » par « *fournissent* » dans la version française de la question 7 du Document de consultation.

---

<sup>21</sup> Observations de Xplornet, 15 février 2022, paragraphe 83.

<sup>22</sup> Observations de Bell, 15 février 2022, paragraphe 53.

<sup>23</sup> Cadre 3 500 MHz, décision D2, page 16.

**C) Une transparence accrue quant à l'admissibilité au spectre réservé pourrait être bénéfique**

66. Indépendamment du fait qu'ils aient proposé ou non des modifications aux critères d'admissibilité au spectre réservé, divers intervenants à la présente consultation ont fait valoir que l'efficacité du processus d'enchères serait améliorée si l'identité des soumissionnaires admissibles au spectre réservé était rendue publique avant le début de l'enchère 3 800 MHz.
67. Certains de ces intervenants ont suggéré que l'admissibilité soit rendue publique par zone de service de niveau 2. C'est notamment le cas de Xplornet, qui s'est exprimée comme suit au paragraphe 85 de ses observations :

*In order to increase the level of transparency in ISED's auction processes, Xplornet submits that ISED should publish the names of the parties that have qualified to bid on set-aside spectrum within each Tier 2 licence area in advance of the auction.*

68. Québecor Média convient avec ces intervenants que l'adoption de cette mesure permettrait effectivement une transparence accrue, ce qui aurait pour effet de renforcer la stabilité du processus d'enchères. Nous sommes donc en faveur de cette proposition, puisqu'elle serait à l'avantage de toutes les parties intéressées.

**D) Un seuil d'exclusion à l'admissibilité au spectre réservé serait acceptable uniquement à condition qu'il soit fixé à un pourcentage suffisamment élevé**

69. Au-delà des mesures proposées par divers intervenants dont nous avons traité ci-dessus, il y a un autre sujet qui a été soulevé par un seul intervenant et qui risque d'avoir des impacts majeurs tant sur le déroulement de l'enchère 3 800 MHz que sur la politique du quatrième joueur sans fil du gouvernement fédéral.
70. Il s'agit de la proposition de Xplornet de rendre inadmissibles au spectre réservé les concurrents régionaux qui détiennent 20 % ou plus de la part du marché des abonnés sans fil dans une province donnée<sup>24</sup>. La proposition de Xplornet vise expressément SaskTel, le joueur sans fil qui domine indéniablement la province de la Saskatchewan. En effet, selon les plus récents chiffres fournis par le CRTC, SaskTel détenait en 2020 jusqu'à 59 % du marché saskatchewanais<sup>25</sup>.
71. La proposition de Xplornet est fondée sur sa conviction que « *SaskTel will take steps to preclude competitive expansions in Saskatchewan if ISED permits it to be eligible to bid on set-aside spectrum in the 3800 MHz auction, as this is exactly what SaskTel did during the 3500 MHz auction.* »<sup>26</sup>

<sup>24</sup> Observations de Xplornet, 15 février 2022, paragraphe 40.

<sup>25</sup> Voir <https://crtc.gc.ca/eng/publications/reports/PolicyMonitoring/cmrd.htm>, données – services mobiles de détail, graphique 5 – onglet MB-G5. À noter que le pourcentage de 59 % représente la part de marché en Saskatchewan des fournisseurs de services mobiles autres que les trois fournisseurs nationaux.

<sup>26</sup> Observations de Xplornet, 15 février 2022, paragraphe 35.

72. Nous convenons avec Xplornet qu'il serait approprié que le Ministère prenne des mesures afin d'éviter qu'un concurrent régional qui domine outrageusement son marché comme SaskTel puisse bloquer l'accès de ses concurrents de plus petite taille au spectre réservé dans une province donnée.
73. Nous sommes donc en principe d'accord à ce que le Ministère rende de tels joueurs inadmissibles au spectre réservé dans la bande de 3 800 MHz.
74. Toutefois, nous nous opposons fermement au pourcentage proposé par Xplornet comme seuil d'exclusion, puisqu'il est bien trop bas. En effet, un seuil d'exclusion fixé à 20 % ou plus de la part du marché des abonnés sans fil dans une province donnée aurait pour effet de rendre Vidéotron inadmissible au spectre réservé au Québec, puisque l'entreprise, toujours selon les chiffres les plus récents du CRTC, détenait jusqu'à 22 % du marché québécois en 2020<sup>27</sup>.
75. Il va sans dire que rendre Vidéotron inadmissible au spectre réservé de la bande de 3 800 MHz au Québec serait un non-sens complet qui viendrait dangereusement mettre en péril la politique du quatrième joueur sans fil du gouvernement fédéral.
76. En excluant Vidéotron du spectre réservé au Québec, le Ministère déclarerait essentiellement que Vidéotron est désormais l'un des quatre titulaires en place dans la province, chacun d'eux disposant des mêmes moyens et possédant les mêmes incitatifs lorsque le moment sera venu de préparer leurs soumissions respectives lors de l'enchère 3 800 MHz. Vidéotron serait essentiellement laissée à ses propres moyens en étant obligée de surenchérir sur les trois titulaires nationaux pour chaque nouvelle licence de spectre qu'elle serait en mesure d'obtenir au Québec. Qui plus est, si Vidéotron doit dépenser plus pour concurrencer les titulaires nationaux dans son marché d'origine, elle aura moins de moyens à déployer pour développer une offre de service concurrentielle dans les autres marchés canadiens.
77. Le problème avec ce scénario, c'est que même avec des parts de marché régional allant jusqu'à 22 %, Vidéotron ne dispose pas des mêmes moyens et ne possède pas les mêmes incitatifs que les titulaires nationaux lorsqu'il s'agit de soumissionner au cours de la prochaine enchère.
78. À l'heure actuelle, Vidéotron est la seule entité qui se dresse comme un rempart contre les titulaires et une domination nationale pratiquement incontestée. C'est le concurrent régional qui a démontré plus que tout autre les énormes avantages pour les consommateurs résultant d'une application constante et cohérente de la politique du quatrième joueur sans fil.
79. Les titulaires nationaux sont parfaitement conscients du statut de Vidéotron en tant que preuve vivante d'une politique du quatrième joueur sans fil réussie et ils

---

<sup>27</sup> Voir <https://crtc.gc.ca/eng/publications/reports/PolicyMonitoring/cmrd.htm>, données – services mobiles de détail, graphique 5 – onglet MB-G5. À noter que le pourcentage de 22 % représente la part de marché au Québec des fournisseurs de services mobiles autres que les trois fournisseurs nationaux.

auraient tout intérêt à affaiblir les bases commerciales de Vidéotron si on leur en donnait la chance. De plus, ils n'hésiteraient pas un instant à faire jouer leur puissance financière nationale pour empêcher Vidéotron d'obtenir les ressources additionnelles en spectre dont elle a besoin au Québec.

80. Le fait que les titulaires nationaux soient capables et désireux d'utiliser leur puissance financière nationale pour attaquer spécifiquement Vidéotron dans sa province d'origine est déjà évident sur le marché du sans-fil à l'heure actuelle. À titre de preuve, nous avons joint en annexe à la présente réponse cinq publicités de Bell Mobilité qui ont paru à travers le pays le 14 décembre 2021 dans les quotidiens suivants : le Vancouver Sun, le Calgary Herald, le National Post (Toronto), le Ottawa Citizen et le Montreal Gazette. Les publicités parues dans les quatre premiers quotidiens annonçaient un forfait de type « apportez votre appareil » comprenant 20 Go de données au coût de 80\$ par mois, alors que celle parue au Québec dans le Montreal Gazette annonçait le même forfait, mais au coût de 65\$ par mois.
81. Ces cinq publicités ne représentent qu'un exemple parmi tant d'autres des tactiques employées par les trois grands à l'endroit de Vidéotron, ce qui prouve indéniablement que notre filiale est sans relâche confrontée dans le marché québécois au feu commercial nourri des joueurs dominants canadiens.
82. Par ailleurs, les propos tenus le 8 mars dernier par Glen LeBlanc, chef de la direction financière de BCE Inc., à l'occasion de la conférence Scotiabank démontrent bien l'importance pour nos décideurs politiques et réglementaires de ne pas baisser la garde quant à la politique du quatrième joueur sans fil :

*"I think that a new fourth player will be weaker than what Shaw has been. It will be a wireless-only player and likely have a weaker balance sheet, competing against national integrated players," Glen LeBlanc said during the same industry conference. He added that although Quebecor Inc., which has publicly expressed interest in buying Freedom Mobile, has done "extraordinarily well" in its home market of Quebec, competing in Western Canada where it has no cable network "will be very different" "It's going to take their attention away from their core market in Quebec," Mr. LeBlanc said, adding, "I think we actually have an opportunity here."<sup>28</sup>*

(Nos soulignés)

83. C'est pourquoi, nous sommes d'accord à ce que le Ministère accepte la proposition de Xplornet, mais uniquement à condition que le seuil d'exclusion à l'admissibilité au spectre réservé soit augmenté à 50 % ou plus de la part du marché des abonnés sans fil dans une province donnée. Nous sommes d'avis qu'un tel pourcentage permettra d'éviter que les concurrents régionaux qui dominent véritablement leur marché puissent abuser de leur position afin de bloquer l'accès au spectre réservé de leurs concurrents de plus petite taille, tout

---

<sup>28</sup> Citation provenant de l'article intitulé *Shaw's Freedom Mobile faces tough national competition if sold in Rogers deal, BCE executive says* paru dans le *Globe & Mail* le 8 mars 2022.

en évitant des scénarios d'exclusion absurdes et injustes qui auraient pour effet de mettre en péril la politique du quatrième joueur sans fil.

## V. LES EXIGENCES DE DÉPLOIEMENT

### A) En ce qui concerne les obligations de déploiement proposées : une idée à rejeter et une autre à retenir

#### i) L'idée de resserrer l'exigence de déploiement générale est largement rejetée

84. À l'occasion de nos observations du 15 février dernier, nous avons indiqué que nous rejetons fermement toute idée de resserrer l'exigence de déploiement générale proposée pour les licences 3 800 MHz. Notre opposition est fondée sur trois faits. Premièrement, le Ministère propose déjà d'assujettir les exploitants de réseaux mobiles LTE à une exigence supplémentaire et cette exigence imposerait un fardeau opérationnel et financier accru aux concurrents régionaux tels que Vidéotron. Deuxièmement, tous les détenteurs de fréquences 3 500 MHz ne sont pas sur un même pied d'égalité en matière de déploiement. En effet, certains d'entre eux détiennent une longueur d'avance sur leurs compétiteurs - résultat de la décision du Ministère de permettre aux titulaires de licences fixes de conserver une portion considérable de leurs fréquences. Troisièmement, la condition de déploiement à deux volets vient tout juste d'être instaurée avec les licences 3 500 MHz et ce nouveau type d'exigence de déploiement, nettement plus resserré, a précisément pour but de stimuler le déploiement des services mobiles dans les régions rurales et éloignées.
85. À la lecture des différentes interventions déposées dans le cadre de la présente consultation, on constate que l'idée de resserrer l'exigence de déploiement générale est largement rejetée. À titre d'exemple, nous citerons les propos de quelques-uns des intervenants qui ont exprimé une telle opposition :

#### **Sogetel**

*For clarity, Sogetel submits that ISED should not accelerate the proposed timelines for deployment from what is proposed in annex B. Licensees must be given sufficient time to deploy and Sogetel believes deployment requirements are already stringent enough.<sup>29</sup>*

#### **Cogeco**

*In response, Cogeco submits that, given the number of initiatives that ISED is currently developing - not the least of which is the proposed Access Licensing Framework - and the CRTC's mandated wholesale MVNO framework, no additional accelerated timelines are required at this time.<sup>30</sup>*

<sup>29</sup> Observations de Sogetel, 15 février 2022, paragraphe 87.

<sup>30</sup> Observations de Cogeco, 15 février 2022, paragraphe 107.

## Bell

*Some may argue that deployment timelines can be truncated because there are deployment synergies between 3500 MHz and 3800 MHz spectrum. However, ISED cannot reasonably assume that a 3800 MHz licensee has a 3500 MHz spectrum licence in the same licence area or, if it does that the 3500 MHz spectrum can be deployed on a synergistic basis. Moreover, even if some synergies are available, the licensee may be required to replace or upgrade the radios, which is costly and will slow deployment. If a licensee has 3500 MHz and 3800 MHz spectrum in the same licence area there is no guarantee that the licences will be contiguous (although we understand that this is ISED's objective). Where the licences are not contiguous the deployment of 3800 MHz may require the rollout of new equipment capable of spanning the frequency gap. This will be a capital intensive exercise on a scale similar to deploying 3500 MHz spectrum, which suggests that the deployment timelines for 3800 MHz should at least allow as much time as was given for 3500 MHz spectrum deployment.<sup>31</sup>*

86. Québecor Média est entièrement d'accord avec les propos des intervenants cités ci-dessus et c'est pourquoi nous insistons pour que le Ministère abandonne l'idée de resserrer l'exigence de déploiement générale proposée pour les licences 3 800 MHz. Absolument rien ne peut le justifier, d'autant plus que le déploiement des fréquences 3 800 MHz représentera un exercice fort probablement aussi coûteux que le déploiement des fréquences 3 500 MHz, indépendamment d'une possible utilisation dans certains cas et par certains opérateurs d'une infrastructure commune aux deux bandes.

**ii) Ne mesurer les différents jalons de déploiement qu'une fois la bande 3 800 MHz libérée : une idée qui s'impose**

87. Nous avons souligné dans nos observations du 15 février dernier que puisque l'enchère 3 800 MHz est prévue pour 2023 et que la bande de 3 700 à 4 000 MHz ne sera pas libérée par les services fixes par satellite (« SFS ») avant 2025, les différents jalons qui composent la condition de déploiement seront dans les faits d'une durée plus courte de deux ans, comparativement à ce que le Ministère propose dans le Document de consultation. Compte tenu de ce fait, nous avons proposé que les différents jalons composant la condition de déploiement pour les licences 3 800 MHz ne soient mesurés qu'à partir de la date à laquelle les SFS auront libéré la bande de 3 700 à 4 000 MHz.
88. Divers intervenants ont mis de l'avant une proposition similaire à la nôtre. C'est le cas de Cogeco, qui a résumé de la manière suivante la problématique de la libération de la bande de 3 800 MHz :

*Cogeco would also note that, because of the nature of the 3800 MHz spectrum and the efforts required to clear the band of existing licensees, most of the spectrum only becomes usable by an operator no sooner than March, 2025 (or March, 2027 for rural serving areas for the 3650-3700*

---

<sup>31</sup> Observations de Bell, 15 février 2022, paragraphe 109.

*spectrum blocks). If the auction occurs as planned early in 2023, an operator that wins licences in the 3800 MHz band is essentially 'losing' two to four years before they can begin deploying equipment and using the spectrum.*

*Cogeco submits that acquiring spectrum in 2023, and not having it available until two to four years after the finalization of the purchase, would potentially leave carriers with insufficient time to fully deploy a network in accordance with the deployment conditions, thereby putting at risk the licensees ability to use their spectrum in a manner that can provide both adequate coverage for their customers and an adequate financial return their initial spectrum investment.<sup>32</sup>*

89. Des positions similaires ont été avancées par l'Association canadienne de télécommunications sans fil (« ACTS »<sup>33</sup>) et Eastlink<sup>34</sup>.
90. Sur la base de ce qui précède, nous réitérons que les différents jalons composant la condition de déploiement pour les licences 3 800 MHz ne devraient être mesurés au plus tôt qu'à partir de la date à laquelle les SFS auront libéré la bande de 3 700 à 4 000 MHz, soit le 31 mars 2025. Si le Ministère en décide autrement, il ne fera que réduire de façon arbitraire, injuste et inefficace le temps accordé aux opérateurs qui se porteront acquéreurs assurément à fort prix des fréquences de la bande de 3 800 MHz à l'occasion de l'enchère à venir.

**B) Les exigences spécifiques aux réseaux LTE sont quasi unanimement décriées**

91. De très nombreux intervenants à la présente consultation ont clairement indiqué au Ministère qu'ils n'appuient pas les exigences de déploiement s'appliquant spécifiquement aux exploitants de réseaux LTE, principalement parce que leur adoption équivaldrait à punir ces entreprises qui se sont pourtant démarquées par l'importance des efforts qu'elles ont consacrés à l'extension de leurs réseaux LTE dans les régions rurales et éloignées faisant partie de leurs territoires de desserte.
92. Il est frappant de constater que l'opposition aux exigences visant spécifiquement les exploitants de réseaux LTE provient aussi bien des concurrents régionaux que des fournisseurs nationaux (mis à part TELUS).
93. Parmi les concurrents régionaux, on retrouve SaskTel, qui a souligné que l'objectif du Ministère de voir la 5G déployée par l'entremise de fréquences de bandes moyennes sera atteint, peu importe si le déploiement se fait à l'aide de la bande de 3 500 MHz ou de la bande de 3 800 MHz :

*As discussed in our general commentary above, and our previous submissions in the 3500 MHz consultation process, it is discriminatory to*

---

<sup>32</sup> Observations de Cogeco, 15 février 2022, paragraphes 102 et 103.

<sup>33</sup> Observations de l'ACTS, 15 février 2022, paragraphe 36.

<sup>34</sup> Observations d'Eastlink, 15 février 2022, paragraphe 17.



*require LTE providers to match their mid-band LTE footprints with 5G offerings when new providers have no obligation to expand their own offerings in a similar fashion. It is a significant cost to deploy spectrum and that cost is rationalized against the value to be delivered/gained from the deployment. SaskTel submits that ISED is achieving its goal of having 5G delivered by mid-band spectrum if Canadians are receiving 5G from one of either 3500 or 3800 MHz.*<sup>35</sup>

94. Toujours du côté des régionaux, Eastlink a insisté sur le fait les exigences visant spécifiquement les exploitants de réseaux LTE sont inutiles, puisqu'en raison du coût élevé d'acquisition du spectre, de la concurrence dans le marché de détail et de la demande accrue pour les services 5G, les titulaires de licence auront tout intérêt à déployer en temps opportun leurs fréquences 3 800 MHz.<sup>36</sup>
95. L'opposition est tout aussi forte du côté des fournisseurs nationaux. Un bon exemple est Rogers, puisque l'entreprise affirme au paragraphe 268 de ses observations que « *national operators have been building out LTE networks since 2011, including in rural areas, and will be effectively punished for providing LTE coverage to 99% of Canadians* ». Il est intéressant de noter que Rogers invoque également le caractère impraticable des exigences visant spécifiquement les exploitants de réseaux LTE lorsqu'appliquées dans les zones de service grevées, en utilisant cette fois-ci l'exemple de la zone de service 4-051 Montréal :

*In particular, we are concerned with the ability to meet the mobile LTE requirement in Montreal, due to our extensive buildout throughout the Tier 4 licence area in other mid-band spectrum. The protection measures for the earth station in Weir, Quebec, including an 80 km buffer, may ultimately prevent 3X00 MHz deployments in the western parts of 4-051 Montreal. (...)*

*This again highlights the unfair burden being placed on those facilities-based operators that have prioritized buildouts in previous bands. We believe this demonstrates why the Department should not apply the mobile LTE footprint requirement for the 3800 MHz band at all. At a minimum, it should not apply in encumbered licence areas where terrestrial operators may in fact never be able to meet the deployment requirement based on protection of FSS operations, or face undue delays and coordination challenges.*<sup>37</sup>

96. À la lumière de ce qui précède, une conclusion s'impose : les exigences de déploiement que le Ministère propose d'imposer spécifiquement aux exploitants de réseaux LTE qui feront l'acquisition de fréquences dans la bande de 3 800 MHz lors de l'enchère à venir sont injustes, irréalistes et inutiles. Par conséquent, nous prions instamment le Ministère de ne pas les mettre en œuvre.
97. Si le Ministère décide malgré tout d'imposer ces exigences, il nous apparaît crucial qu'il accepte à tout le moins la proposition de Rogers de ne pas les appliquer dans les zones de services grevées où les exploitants de réseaux LTE

<sup>35</sup> Observations de SaskTel, 15 février 2022, paragraphe 116.

<sup>36</sup> Observations d'Eastlink, 15 février 2022, paragraphe 23.

<sup>37</sup> Observations de Rogers, 15 février 2022, paragraphes 269 et 270.

pourraient en fait ne jamais être en mesure de satisfaire auxdites exigences en raison de la protection des opérations du SFS, ou encore faire face à des retards indus et à des problèmes de coordination.

**C) Aucune mesure additionnelle en appui à la Stratégie canadienne pour la connectivité n'est nécessaire**

98. En ce qui a trait à l'adoption d'éventuelles mesures additionnelles en appui à la Stratégie canadienne pour la connectivité, nous avons souligné dans nos observations du 15 février dernier que le Ministère a récemment adopté de nombreuses mesures afin de stimuler et faciliter le déploiement de la large bande sans fil dans les régions rurales et éloignées. Nous avons également souligné que le Ministère a récemment proposé de mettre en place un nouveau cadre de délivrance de licences d'accès afin de faciliter l'accès au spectre inutilisé dans ces mêmes régions. Nous avons par conséquent conclu qu'il faut laisser suffisamment de temps à ces mesures afin qu'elles puissent faire sentir leurs effets avant de songer à l'adoption de mesures supplémentaires dans le but d'accélérer l'atteinte de l'objectif de la Stratégie canadienne pour la connectivité.
99. Plusieurs intervenants à la présente consultation ont transmis au Ministère un message au similaire au nôtre.
100. Parmi ce groupe d'intervenants, on retrouve TerreStar, qui a également recommandé au Ministère de laisser le temps aux mesures déjà mises en place de faire sentir leurs effets, en soulignant au surplus que l'atteinte des objectifs de la Stratégie canadienne pour la connectivité est directement reliée à la présence de sources de financement adéquates :

*The realization of Canada's Connectivity Strategy's target of 100% of the households covered with 50/10 Mbps within the timeframe of 2030 is dependent on appropriate funding being available – especially in rural and remote regions where the cost of service and commercial viability are issues. TerreStar submits that ISED needs to evaluate the success of the measures it is already implementing - listed at paragraph 185 of the Consultation. Following this evaluation, ISED should share results with industry stakeholders, adjust the policy framework and the funding levels for connectivity investments and finally, reset connectivity targets or specific deployment requirements.<sup>38</sup>*

101. Bell, en faisant référence aux divers programmes provinciaux et au programme fédéral de connectivité fixe et sans-fil en cours,<sup>39</sup> a pour sa part affirmé que le Ministère « *should pause to see how these developments evolve before creating any new CoLs for the 3800 MHz spectrum band or any other spectrum band.* »<sup>40</sup>

---

<sup>38</sup> Observations de TerreStar, 15 février 2022, paragraphe 69.

<sup>39</sup> Observations de Bell, 15 février 2022, paragraphe 119.

<sup>40</sup> Observations de Bell, 15 février 2022, paragraphe 120.

102. Pour Cogeco, il est déjà très difficile de fournir des services de télécommunication aux communautés non ou mal desservies et l'imposition d'obligations supplémentaires en ce sens à tous les titulaires de licence dans la bande de 3 800 MHz entraînerait potentiellement une surconstruction inefficace dans les communautés en question :

*Cogeco submits that the goal of rural and unserved area network expansion investments should be complementary to the networks that already exist in these areas, rather than applying a blanket coverage requirement across all licence areas. Cogeco submits that measures that result in complementary projects to existing networks is the better approach to accelerate the availability of services to more Canadians faster.*

*As such, Cogeco submits that adding additional obligations or increasing deployment thresholds in the context of an auction, which apply equally to all winning bidders, without providing a coordination of those investments, is not appropriate and an inefficient use of scarce spectrum and financial resources.<sup>41</sup>*

103. Quant à elle, Xplornet a affirmé que si le Ministère en venait à dicter les services offerts par le biais de mesures spécifiques, cela aurait pour effet d'étouffer l'innovation et la différenciation concurrentielle qui ont permis la construction au pays de réseaux de classe mondiale – ce qui serait évidemment inapproprié :

*Through the above-noted initiatives, ISED has taken important steps to promote the availability and use of spectrum to serve rural Canadians. Xplornet submits that specific intervention from ISED related to the deployment of USO-level services as contemplated in the Consultation is not warranted. Enabling guideline (a) of the Spectrum Policy Framework requires ISED to rely on market forces to the maximum extent feasible. Xplornet submits that market forces, from both private investment alone and investments supported by subsidy programs, are well positioned to ensure the Government of Canada is able to achieve its connectivity goals. It is inappropriate for ISED's to dictate the specific services that should be offered using Canada's spectrum resources, as this would stifle the innovation and competitive differentiation that have built the world-leading networks that currently exist in Canada. Fixed wireless providers, like Xplornet, have a strong history of deploying spectrum resources to serve rural Canadians and no further intervention in relation to USO-level services is warranted as contemplated in the Consultation.<sup>42</sup>*

104. Québecor Média soumet respectueusement que le Ministère se doit de prendre acte de cette pluralité de voix et s'abstenir jusqu'à nouvel ordre d'adopter des mesures supplémentaires visant à accélérer l'atteinte de l'objectif de la Stratégie canadienne pour la connectivité. En effet, l'adoption de telles mesures est pour l'instant clairement prématurée.

---

<sup>41</sup> Observations de Cogeco, 15 février 2022, paragraphes 113 et 114.

<sup>42</sup> Observations de Xplornet, 15 février 2022, paragraphe 48.

## **VI. AUTRES SUJETS**

### **A) L'utilisation des zones de service de niveau 5 serait injustifiée et ingérable**

105. Aux paragraphes 9 à 21 de ses observations du 15 février dernier, Cogeco plaide en faveur de l'utilisation des zones de service de niveau 5 pour l'enchère 3 800 MHz dans les trois plus grandes régions urbaines du Canada (Toronto, Montréal et Vancouver). Cogeco soutient qu'une telle approche aiderait les petits fournisseurs de services à accéder au spectre dans ces régions à un prix plus abordable. À l'appui de sa proposition, Cogeco déclare avoir commandé une étude technique démontrant que, grâce à l'utilisation d'un certain nombre de techniques d'atténuation des interférences bien connues (telles que l'inclinaison vers le bas des antennes, la réduction de la puissance d'émission et la réorientation des azimuts des antennes), les interférences radio aux frontières des zones de service de niveau 5 peuvent être réduites de 84 à 100 %. Une copie de l'étude n'a pas été fournie avec les observations de Cogeco.
106. Aux paragraphes 28 et 29 de ses observations, CanWISP adopte une position similaire, suggérant que le développement de techniques améliorées d'atténuation du brouillage permet l'utilisation généralisée des zones de service de niveau 5 lors de l'enchère 3 800 MHz.
107. En revanche, Rogers, aux paragraphes 73 et 74 de ses observations, s'oppose avec force à l'utilisation des zones de service de niveau 5 lors de l'enchère 3 800 MHz, particulièrement en milieu urbain. Rogers se réfère spécifiquement à son expérience concrète dans l'exploitation de la bande voisine de 3 500 MHz, notant qu'elle a observé des cas d'interférence à des distances supérieures à 40 km, parfois jusqu'à 80 km. Rogers déclare en outre que le potentiel de risques d'interférence est susceptible d'augmenter avec l'introduction de licences d'utilisation flexible et de nouveaux déploiements d'équipements 5G NR fixes et mobiles dans les deux bandes.
108. Nous partageons le point de vue de Rogers, et soutenons que le Ministère devrait accorder plus de poids à son expérience concrète en matière de déploiement qu'aux affirmations spéculatives de Cogeco et de CanWISP. Nous notons entre autres que la rivière Detroit, objet de l'étude théorique de Cogeco, a une largeur de 500 à 1000 mètres sur toute sa longueur, une situation peu représentative des limites des zones de service de niveau 5 qui recouperaient Toronto, Montréal et Vancouver si la proposition de Cogeco était adoptée.
109. De plus, les techniques d'atténuation des interférences promues par Cogeco et CanWISP, si déployées en milieu urbain, entraîneraient nécessairement une réduction de la couverture du réseau par site pour le titulaire de licence. En fait, c'est leur objectif explicite. Cette réduction de la couverture par site devrait être compensée par le déploiement de nombreux sites supplémentaires le long de chaque limite de zone de service de niveau 5, ce qui augmenterait le coût et la complexité du réseau pour les titulaires de licence. Par exemple, l'augmentation de l'inclinaison vers le bas d'une antenne de 5 % à 10 %, à elle seule, peut réduire la couverture du site jusqu'à 50 %.

110. En outre, l'adoption de zones de service de niveau 5 pour la bande de 3 800 MHz alors que des zones de service de niveau 4 ont déjà été utilisées pour la bande voisine de 3 500 MHz compliquerait grandement le déploiement de réseaux et la gestion des interférences par les parties qui acquièrent des licences dans les deux bandes, sans parler de l'augmentation du risque d'exposition des soumissionnaires qui essaient d'utiliser l'enchère 3 800 MHz pour ajouter de la capacité à leurs avoirs dans la bande de 3 500 MHz.
111. Quoiqu'il en soit, l'utilisation des zones de service de niveau 4 lors de l'enchère 3 500 MHz ne semble pas avoir eu d'incidence sur la capacité de Cogeco à acquérir du spectre dans son marché cible de Toronto. Cogeco est ressortie de l'enchère comme le plus grand détenteur du spectre de 3 500 MHz dans cette zone de service de niveau 4 parmi les concurrents régionaux, avec trois blocs de 10 MHz chacun.
112. Pour toutes ces raisons, nous recommandons fortement que le Ministère rejette l'utilisation des zones de service de niveau 5 dans toute partie de l'enchère 3 800 MHz.

**B) Un moratoire sur les transferts de licences entre concurrents régionaux empêcherait des transactions avantageuses sur le marché secondaire**

113. Au paragraphe 156 de ses observations du 15 février dernier, Rogers recommande que le Ministère étende le moratoire proposé de cinq ans sur le transfert de spectre réservé à toutes les entités, y compris les entités admissibles au spectre réservé. Rogers tente de justifier cette proposition en disant qu'elle aiderait à limiter la spéculation sur le spectre.
114. Nous soutenons que la proposition de Rogers est totalement injustifiée, et n'aurait d'autre effet que d'entraver le fonctionnement d'un marché secondaire efficace pour les ressources de spectre parmi les concurrents régionaux.
115. La section 4.4 du *Cadre de la politique canadienne du spectre* stipule que la politique et la gestion du spectre devraient appuyer le fonctionnement efficient des marchés<sup>43</sup> grâce, entre autres, à la facilitation des marchés secondaires pour les transactions de spectre<sup>44</sup>. Dans la même section, le Ministère fait spécifiquement référence à l'importance de l'élimination des barrières d'accès aux marchés secondaires pour les autorisations relatives au spectre<sup>45</sup>.
116. Contrairement à ces lignes directrices explicites, Rogers cherche en fait à bloquer le transfert de spectre entre concurrents régionaux, au moins pour une période de cinq ans.
117. Une telle proposition ignore volontairement l'environnement dynamique dans lequel opèrent les concurrents régionaux, en particulier depuis l'enchère

---

<sup>43</sup> *Cadre de la politique canadienne du spectre*, page 10.

<sup>44</sup> *Cadre de la politique canadienne du spectre*, page 10.

<sup>45</sup> *Cadre de la politique canadienne du spectre*, page 9.

3 500 MHz. Comme souligné au paragraphe 52 de nos observations, dans 140 des 172 zones de service de niveau 4 au Canada (81 %), il y a au moins deux concurrents régionaux qui détiennent déjà du spectre dans la bande de 3 500 MHz. Dans 44 de ces zones (26 %), il y a au moins trois concurrents régionaux qui détiennent déjà du spectre dans la bande.

118. Cela crée une situation où il y a une forte probabilité de discussions entre les concurrents régionaux pour déterminer comment ils peuvent mieux se positionner pour affronter efficacement l'oligopole en place dans chacune des régions du Canada. Des alliances peuvent être formées, le spectre peut être transféré, ou les deux. C'est un processus sain, et si son résultat final est de mettre plus de ressources entre les mains de ceux qui sont les plus capables d'apporter une concurrence durable à chaque région, il doit certainement être encouragé.
119. En colportant des craintes non fondées de spéculation sur le spectre entre les concurrents régionaux, Rogers tente de saborder le marché secondaire qui pourrait permettre à ces joueurs de devenir avec le temps des concurrents plus redoutables sur le marché. Une telle tentative doit être fermement rejetée.

**C) Nous n'avons aucune objection quant aux soumissions « tout ou rien »**

120. Aux paragraphes 62 à 66 de ses observations du 15 février dernier, Bell propose que la règle d'activité du Ministère soit modifiée en autorisant les soumissions « tout ou rien », soit pour des produits individuels, soit pour des produits multiples. Selon Bell, cela permettrait aux soumissionnaires d'exprimer des économies d'échelle en bande passante, résolvant ainsi une partie importante du problème de risque d'exposition.
121. Aux paragraphes 59 à 65 de ses observations, Cogeco présente également une proposition de soumission « tout ou rien », motivée elle aussi par le désir de réduire le risque d'exposition.
122. Pour ce qui est des produits individuels, Bell propose ce qui suit : « *if a bid for some product is specified as all-or-nothing, it would only be processed if it could be satisfied fully; otherwise the bid would not be processed and bid processing during the round would proceed as if the bidder had submitted a bid at the current round's clock price equal to its processed demand in the previous round for that product.* »<sup>46</sup> De façon similaire, Bell propose ce qui suit en ce qui concerne les produits multiples : « *if an overall bid is specified as all-or-nothing, it is processed only if the entire bid can be accommodated fully. If the overall bid cannot be fully accommodated, the bid processing during the round proceeds as if the bidder had submitted a bid at the current round's clock price equal to its processed demand in the previous round for all products included in the overall bid.* »<sup>47</sup>

---

<sup>46</sup> Observations de Bell, 15 février 2022, paragraphe 63.

<sup>47</sup> Observations de Bell, 15 février 2022, paragraphe 65.

123. En revanche, selon la proposition de Cogeco, « *an all-or-nothing bid means that a bidder could specify that it would bid on a quantity of licences at a certain price point and, if that could not be satisfied, that it would take zero quantity.* »<sup>48</sup> Fait important, cela créerait la possibilité d'un retour à l'offre excédentaire pour un produit donné, ce qui amène Cogeco à proposer une règle supplémentaire selon laquelle « *a bidder that submits an all-or-nothing bid that results in a processed demand of zero blocks and a return to excess supplies should no longer be eligible to increase demand for that product.* »<sup>49</sup>
124. Québecor Média comprend les motivations derrière les propositions de soumissions « tout ou rien » de Bell et Cogeco, et nous n'avons aucune objection de principe à ce que la règle d'activité soit modifiée afin d'y intégrer un tel mécanisme. Cela étant dit, nous préférons la proposition de Bell, car l'absence de nouveaux scénarios d'offre excédentaire nous semble plus cohérente avec la conception plus large de l'étape des rondes au cadran.

**D) Nous sommes d'accord à ce que les points d'admissibilité des licences faiblement grevées soient égalisés**

125. Au paragraphe 212 de ses observations du 15 février dernier, Rogers propose d'attribuer les mêmes points d'admissibilité à tout produit ayant un niveau potentiel de grèvement de population de moins de 30 % (comme identifié au tableau A1 de l'annexe A du Document de consultation) et 60 % des points d'admissibilité à tout produit avec un niveau potentiel de grèvement de population de plus de 30 %. Comme l'a présenté Rogers, l'intention de cette proposition est d'aider à éviter les situations où les soumissionnaires se retrouvent à passer de produits non grevés à des produits grevés dans une zone de service donnée en réponse à des changements de prix relatifs, mais sont incapables de revenir à des produits non grevés en réponse à d'autres changements de prix dus à la perte de points d'admissibilités.
126. Nous convenons avec Rogers qu'une égalisation des points d'admissibilité telle que décrite facilitera le passage d'un produit de remplacement à un autre dans les zones de service. Nous encourageons le Ministère à intégrer cette proposition dans les règles de l'enchère à venir.

**E) Nous convenons que les règles de communication entre les soumissionnaires pendant l'enchère doivent être modifiées**

127. Aux paragraphes 87 à 92 de ses observations du 15 février dernier, Cogeco se montre d'avis que les règles de communication en vigueur lors de l'enchère 3 500 MHz étaient indûment restrictives et ont malheureusement eu pour effet de geler les discussions commerciales constructives entre soumissionnaires, retardant ainsi le développement du secteur canadien du sans-fil. Plus précisément, Cogeco soutient que l'interdiction générale des discussions liées à la « structure du marché après les enchères » était si imprécise qu'elle obligeait

---

<sup>48</sup> Observations de Cogeco, 15 février 2022, paragraphe 59.

<sup>49</sup> Observations de Cogeco, 15 février 2022, paragraphe 64.

les parties à mettre fin à toute discussion commerciale entre elles de peur d'être déclarées hors règle.

128. Pour corriger cette situation, Cogeco propose au paragraphe 91 de ses observations une série de modifications spécifiques aux règles de communication proposées par le Ministère pour l'enchère 3 800 MHz. La plus importante recommandation de Cogeco est la suppression de l'expression « structure du marché après les enchères » afin de mieux centrer l'interdiction sur les discussions directement liées à l'acquisition ou à l'utilisation du spectre 3 800 MHz. De plus, Cogeco demande des éclaircissements sur la date d'entrée en vigueur de l'interdiction de discussions – à la date de publication du cadre de délivrance des licences, à la date limite pour le dépôt des demandes de participation à l'enchère ou à une autre date.
129. Nous sommes d'accord avec les propositions de Cogeco, et soutenons qu'elles contribueront à créer un environnement où toutes les parties, en particulier les concurrents régionaux, ne seront pas empêchées de s'engager dans des discussions commerciales constructives qui n'ont pas d'impact sur l'intégrité de l'enchère 3 800 MHz.

**F) Le report du deuxième versement en paiement des licences qui seront acquises lors de l'enchère 3 800 MHz : une mesure logique et équitable**

130. À la section IV.A)ii) de la présente réponse, nous avons réitéré que les différents jalons composant la condition de déploiement pour les licences 3 800 MHz ne devraient être mesurés au plus tôt qu'à partir de la date à laquelle les SFS auront libéré la bande de 3 700 à 4 000 MHz, soit le 31 mars 2025. Nous avons affirmé que si le Ministère en décide autrement, il ne fera que réduire de façon arbitraire, injuste et inefficace le temps accordé aux opérateurs qui se porteront acquéreurs des fréquences de la bande de 3 800 MHz à l'occasion de l'enchère à venir.
131. Différents intervenants à la présente consultation ont mis de l'avant une proposition corollaire, à savoir que le paiement final des licences qui seront acquises lors de l'enchère 3 800 MHz devrait être reporté jusqu'au moment où cette bande de fréquences aura été libérée par les SFS.
132. L'ACTS souligne que forcer les gagnants de l'enchère 3 800 MHz à payer la totalité du coût d'acquisition de leurs licences à la clôture de l'enchère alors que les licences ne peuvent pas être utilisées portera ultimement préjudice aux consommateurs canadiens de services sans fil :

*For the reasons set out in paragraph 35 above, except for a modest deposit, licence winners should not be required to make payment for licences until the spectrum band is cleared of FSS operations. Otherwise, licensees will be required to pay amounts for licences that are not yet usable. Licensees will need to begin recovering these costs from subscribers even though subscribers are not yet able to benefit from the use of the licensed spectrum.*



*In this way, ISED's proposed auction payment policy would directly harm Canadian wireless consumers.<sup>50</sup>*

133. Pour Xplornet, exiger le paiement complet des licences 3 800 MHz alors que les fréquences ne peuvent être utilisées entravera les investissements en capital dans le déploiement de réseaux et services :

***Recommendation 4: Payment for spectrum should not be required until it is available for use***

- *While ISED currently plans to hold the 3800 MHz auction in the first quarter of 2023, no spectrum will be available for use until at least March 31, 2025. ISED should not require licensees to pay for spectrum until it is available for use. By requiring licensees to allocate significant financial resources to obtaining spectrum that cannot be monetized until two years later, ISED will impose significant carrying costs on licensees, particularly smaller participants, and hinder capital investments to deploy services for Canadians.<sup>51</sup>*

134. Québecor Média est pleinement d'accord avec les propos de ces intervenants. En effet, il nous apparaît parfaitement logique et équitable que le deuxième versement représentant 80 % du coût des licences 3 800 MHz qui seront acquises lors de l'enchère à venir soit reporté à la date à laquelle les fréquences 3 800 MHz pourront être pleinement utilisées, soit le 31 mars 2025.

**G) Une nécessité : maintenir la condition de licence relative à l'itinérance obligatoire**

135. Dans leurs observations du 15 février dernier, Bell et TELUS ont toutes les deux remis en question la pertinence de la condition de licence exigeant la conformité au cadre réglementaire du Ministère en matière d'itinérance obligatoire (tel que décrit à la Circulaire de procédure concernant les clients, 2-0-17, *Conditions de licence concernant l'itinérance obligatoire, le partage des pylônes d'antennes et des emplacements, ainsi que l'interdiction des emplacements exclusifs* [ci-après, la « CPC 2-0-17 »]).
136. Bell et TELUS considèrent que la condition de licence relative à l'itinérance obligatoire est devenue inutile et redondante en raison de la réglementation par le CRTC des services d'itinérance de gros<sup>52</sup>. TELUS, pour sa part, demande au Ministère d'à tout le moins procéder à un réexamen global de la CPC 2-0-17<sup>53</sup>.
137. Québecor Média note avec intérêt le fait que Rogers a anticipé les arguments de Bell et de TELUS en affirmant que le Ministère doit continuer de rejeter les

---

<sup>50</sup> Observations de l'ACTS, 15 février 2022, paragraphe 37.

<sup>51</sup> Observations de Xplornet, 15 février 2022, pages 3 et 4.

<sup>52</sup> Observations de Bell, 15 février 2022, paragraphe 91; observations de TELUS, 15 février 2022, paragraphe 130.

<sup>53</sup> Observations de TELUS, 15 février 2022, paragraphe 131.

demandes visant l'abolition ou la modification de la condition de licence relative à l'itinérance obligatoire :

*Rogers supports the mandatory roaming condition of licence and the Department should continue to firmly reject calls for its removal or modification. As the Department is fully aware, Client Procedures Circular (CPC) 2-0-17 Conditions of Licence for Mandatory Roaming and Antenna Tower and Site Sharing and to Prohibit Exclusive Site Arrangements covers important areas not duplicated by the CRTC Telecom Regulatory Policy 2015-177, including the mandated roaming requirement itself. CPC-2-0-17 further includes a roaming request process backed-up by commercial negotiation timelines and arbitration if the two parties cannot come to a roaming agreement. This end-to-end process benefits millions of Canadian mobile customers by balancing the objective of encouraging the “deployment of advanced networks that provide the greatest choice of basic and advanced services available at competitive prices to the greatest number of Canadians” with the fact that operators may require access to wholesale roaming services on a reasonable basis as they continue to expand their networks in an orderly manner. The mandatory roaming condition of licence therefore remains every bit as necessary today as when it was first introduced and should be technology neutral.<sup>54</sup>*

(Note de bas de page omise)

138. Québecor Média partage entièrement l'opinion de Rogers : la CPC 2-0-17 n'est ni inutile ni redondante, et doit au contraire être maintenue, sur une base technologiquement neutre. Nous sommes fermement d'avis que les arguments de Bell et de TELUS à l'effet contraire doivent être rejetés, et ce, pour les raisons qui suivent.
139. Premièrement, le fait que le CRTC ait mis en place en 2015 son propre cadre réglementaire ne diminue en rien la pertinence de la CPC 2-0-17. En effet, la réglementation du CRTC est de nature ciblée, car elle ne vise que les services d'itinérance de gros fournis par Bell, TELUS ou Rogers à d'autres fournisseurs de services sans fil qui offrent leurs services au Canada, alors que la CPC 2-0-17, elle, continue de régir les ententes d'itinérance de gros n'impliquant pas Bell, TELUS ou Rogers.
140. Deuxièmement, la CPC 2-0-17 demeure nécessaire en tant que mesure de protection réglementaire ultime, notamment en raison du fait que le CRTC s'est abstenu de réglementer les ententes d'itinérance de gros impliquant Bell, TELUS ou Rogers, mais négociées hors tarif.
141. Troisièmement, parce qu'elles ont chacune leur propre portée d'application et qu'elles sont de nature distincte, la CPC 2-0-17 et la réglementation du CRTC peuvent tout à fait coexister côte à côte, en parfaite complémentarité. Sur cette base, nous invitons le Conseil à rejeter l'affirmation de Bell voulant que cette coexistence risque de devenir une source de conflits et d'incertitude réglementaire.

---

<sup>54</sup> Observations de Rogers, 15 février 2022, paragraphe 256.

142. À la lumière de ce qui précède, Québecor Média estime qu'il n'existe aucun motif qui pourrait justifier que le Ministère amende la CPC 2-0-17, ou encore élimine la condition de licence relative à l'itinérance obligatoire stipulée non seulement pour les licences de la bande de 3 800 MHz, mais aussi pour toutes les licences de spectre mobile existantes.

**H) La condition de licence relative à la recherche-développement a fait son temps**

143. Dans leurs observations du 15 février dernier, Bell et TELUS ont toutes les deux souligné le fait que le moment était venu d'abolir la condition de licence relative à la recherche-développement, puisqu'elle n'avait plus sa raison d'être.
144. Pour Bell, cette condition de licence est inutile et en décalage avec l'industrie moderne du sans-fil d'aujourd'hui :

*In summary, as a legacy CoL that was initiated more than 31 years ago, the R&D spending requirement is both unnecessary and out-of-step with today's modern wireless industry. The CoL is, therefore, inconsistent with Government policy objectives related to encouraging innovation and investment and reducing the administrative burden on regulated companies. We recommend that the Department eliminate the CoL from all spectrum licence conditions, including those for new 3800 MHz flexible-use licences. By doing so, the Department will provide licensees with greater operating flexibility to address consumers' needs and will be regulating in a manner consistent with the Government's policy to rely on market forces to the maximum extent feasible.<sup>55</sup>*

(Note de bas de page omise)

145. Quant à TELUS, elle est d'avis que la condition de licence sur la recherche-développement a plus que fait son temps, et ce, à un point tel qu'elle en est devenue superflue :

*TELUS asks that the R&D condition of licence (COL) be removed entirely. The R&D COL is an antiquated requirement that is no longer necessary. With the innovation in the mobile wireless marketplace, licensees are compelled to study, invest and deploy the latest wireless technologies to deliver competitive retail services, rendering the R&D COL irrelevant.<sup>56</sup>*

146. Québecor Média est tout à fait d'accord les propos de Bell et TELUS. Non seulement la condition de licence relative à la recherche-développement n'a plus sa raison d'être, mais son maintien se fera aux dépens de la capacité des exploitants de réseau mobile d'innover dans leurs offres de services et d'investir dans leurs infrastructures. Les grands perdants seront les utilisateurs canadiens de services sans fil mobiles. Pour éviter la concrétisation d'un tel scénario, la

<sup>55</sup> Observations de Bell, 15 février 2022, paragraphe 88.

<sup>56</sup> Observations de TELUS, 15 février 2022, paragraphe 127.

solution est simple : abolir la condition de licence relative à la recherche-développement.

147. Le tout, soumis respectueusement.

## **ANNEXE**

**Copie des cinq publicités de Bell Mobilité qui ont paru le 14 décembre 2021 dans le Vancouver Sun, le Calgary Herald, le National Post (Toronto), le Ottawa Citizen et le Montreal Gazette**





mar. 14 déc. 2021 • 8-9 de 32

A8 TUESDAY, DECEMBER 14, 2021, CALGARY HERALD



Alberta Health Services COVID-19 test kits in three acute care units at Calhoun's City North Community Hospital. (Globe and Mail)

## 863 new cases, 3 deaths in province since Friday

LAUREN ROBERTS

ALBERTA Health Services reported 863 new COVID-19 cases and three deaths in the province since Friday.

Case data updated Monday includes 172 on Friday, 204 on Saturday and 207 on Sunday. The average daily increase is 177 cases, with 207 cases treated in hospital since the start of the pandemic, including 14 in ICU, as of Monday. Active cases are at 4,482, the highest since 1,264 in the Edmonton zone and 1,732 in the Calgary zone.

Of all deaths, 19 percent have had one shot of a COVID-19 vaccine while 72 per cent have had two. For people 12 and up, 90 per cent have had one dose while 4.8 per cent have had two.

### SURGICAL PATIENTS TRANSFERRED

A Red Deer hospital transferred 14 surgical patients to Edmonton and Calgary over the weekend to free up space in urgent care and to reduce patient wait times, according to Alberta Health Services (AHS).

AHS spokesman Kerry Williams said no more patients were transferred out of it as Monday. Emergency care wasn't impacted, he said, and the volume of surgical patients has returned to manageable levels.

Chief Deer Regional Hospital Centre has been experiencing higher than normal number of patients needing surgery, which has been compounded by ongoing re-

sources including a virus word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

## Let us unbox gift ideas to your inbox

Don't know what gifts to buy this holiday season?

Don't want to get ripped off?

We test products, find deals, interview experts, discover hidden gems and more.



Get the FREE weekly

NP Shopping Essentials

newsletter, delivered directly to your inbox.

nationalpost.com/newsletters

MAISON BIRKS EST. 1879

SALE

Up to 50% off

On select Diamonds, Bratol, Fashion Jewellery and Precious Jewellery.

EXCLUSIVELY AT MARKET MALL

CITY-REGION

## Helping preserve Stoney Nakoda language

New resources to give youths the tools needed to write and expand vocabulary

MICHAEL PODREZZ

Newly developed resources are set to bring to a new generation of Stoney Nakoda speakers.

With the help of Calhoun's City North Community Hospital, the new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

resources including a word dictionary, a vocabulary-building app and a creative project that encourages the use of words.

The new materials will be used to create stories. Nakoda youth, who often hear the language but don't necessarily have the time to speak or write it. The collection of three years of work contains three feature books, a large notebook and an alphabet coloring book, as well as digital

TUESDAY, DECEMBER 14, 2021, CALGARY HERALD A9



Your phone.  
Our Unlimited Share<sup>®</sup> plan.

20 GB  
for  
\$80  
/month

Bring your phone to the best 5G network<sup>†</sup> and get unlimited shareable data with no overage charges.

1 888 4-MOBILE • Bell stores

**Bell** staying connected just got better

<sup>†</sup>Based on availability in your area. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>†††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>†††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>††††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>†††††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>††††††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>†††††††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>††††††††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>†††††††††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>††††††††††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>†††††††††††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>††††††††††††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>†††††††††††††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.

<sup>††††††††††††††††</sup>See website for details. Coverage not available in all areas. See Bell website for details.







A6 TUESDAY, DECEMBER 14, 2021 OTTAWA CITIZEN

## Most restaurants, businesses enforce vaccination rules: city

MATTHEW LAPIERRE

Most shops and restaurants in Ottawa appear to be enforcing the provincial proof of vaccination requirement, according to Ottawa's Chief of Regulatory Services (BRS).

Since the effects have been felt in 10 tickets to businesses for failing to have proof of vaccination since they began enforcing the provincial proof of vaccination, but the bulk of those tickets have been handed to fast-food restaurants and were issued in the first weeks of the regulations.

According to data from BRS, a Regulatory Services, no tickets have been issued to restaurants since they began enforcing the provincial proof of vaccination.

The lack of recent tickets means that in part, Ottawa's high vaccination rate, according to Roger Thompson, the director of health and regulatory services.

"It is encouraging to see that businesses are taking the necessary steps to ensure compliance with the provincial regulations in their own operations," Thompson said.



A rendering shows where Osgoode Properties proposes to build a 30-story tower at 100 Ambleside Dr. in the LeBreton Flats development.

## Residents concerned about loss of view

TERRY RYAN

Anyone wondering where the city will be in 20 years will be concerned over the next 25 years, just as has taken place in the current and future.

(1) Trypan network and look around the city.

Osgoode Properties' development application notes that it is proposed for Ambleside Drive to be the city's broad corridor development plan.

What's unique about the proposal is that the tower would be built on land that already has the Parkway Towers apartment building.

Greenberg said the company will also build a new tower on the land while retaining the existing tower to preserve the current setting. She said the company is also planning to develop the existing building.

Greenberg and developers, just Osgoode Properties, are responsible for the real estate building to see who else would be suitable in addition to the tower.

When it comes to 30 stories, the company will need a council approval to build that tall on that property. The tower shows a maximum of 15 stories. A 30-story tower would be the tallest building in the immediate neighborhood, though there are 27-story buildings nearby.

Greenberg said the proposal for a tower under construction, even though there are new tower developments at the site. A company has said that would mean more people's view to the river with new attraction buildings, she said.

"We really did a tremendous amount of work in trying to develop that kind of proposal would mean more view to the river and more of people," Greenberg said.

"We're still really early in the process and we're understanding the implications of the folks in Park Lane Towers and the residents and around that property. We're understanding there could be reducing about there," Greenberg said.

She said the company is "trying to understand the next iteration of Ottawa."

statement. "With the high vaccination rate in Ottawa, BRS was not surprised to see a high percentage of businesses enforcing the provincial proof of vaccination requirement, referring to the provincial proof of vaccination requirement."

But not all businesses appear to be enforcing the provincial proof of vaccination requirement. BRS said it has issued 10 tickets to businesses for failing to have proof of vaccination since they began enforcing the provincial proof of vaccination.

According to data from BRS, a Regulatory Services, no tickets have been issued to restaurants since they began enforcing the provincial proof of vaccination.

The lack of recent tickets means that in part, Ottawa's high vaccination rate, according to Roger Thompson, the director of health and regulatory services.

"It is encouraging to see that businesses are taking the necessary steps to ensure compliance with the provincial regulations in their own operations," Thompson said.

"We're still really early in the process and we're understanding the implications of the folks in Park Lane Towers and the residents and around that property. We're understanding there could be reducing about there," Greenberg said.

She said the company is "trying to understand the next iteration of Ottawa."

statement. "With the high vaccination rate in Ottawa, BRS was not surprised to see a high percentage of businesses enforcing the provincial proof of vaccination requirement, referring to the provincial proof of vaccination requirement."

But not all businesses appear to be enforcing the provincial proof of vaccination requirement. BRS said it has issued 10 tickets to businesses for failing to have proof of vaccination since they began enforcing the provincial proof of vaccination.

According to data from BRS, a Regulatory Services, no tickets have been issued to restaurants since they began enforcing the provincial proof of vaccination.

The lack of recent tickets means that in part, Ottawa's high vaccination rate, according to Roger Thompson, the director of health and regulatory services.

"It is encouraging to see that businesses are taking the necessary steps to ensure compliance with the provincial regulations in their own operations," Thompson said.

"We're still really early in the process and we're understanding the implications of the folks in Park Lane Towers and the residents and around that property. We're understanding there could be reducing about there," Greenberg said.

She said the company is "trying to understand the next iteration of Ottawa."

statement. "With the high vaccination rate in Ottawa, BRS was not surprised to see a high percentage of businesses enforcing the provincial proof of vaccination requirement, referring to the provincial proof of vaccination requirement."

But not all businesses appear to be enforcing the provincial proof of vaccination requirement. BRS said it has issued 10 tickets to businesses for failing to have proof of vaccination since they began enforcing the provincial proof of vaccination.

According to data from BRS, a Regulatory Services, no tickets have been issued to restaurants since they began enforcing the provincial proof of vaccination.

The lack of recent tickets means that in part, Ottawa's high vaccination rate, according to Roger Thompson, the director of health and regulatory services.

"It is encouraging to see that businesses are taking the necessary steps to ensure compliance with the provincial regulations in their own operations," Thompson said.

"We're still really early in the process and we're understanding the implications of the folks in Park Lane Towers and the residents and around that property. We're understanding there could be reducing about there," Greenberg said.

She said the company is "trying to understand the next iteration of Ottawa."

statement. "With the high vaccination rate in Ottawa, BRS was not surprised to see a high percentage of businesses enforcing the provincial proof of vaccination requirement, referring to the provincial proof of vaccination requirement."

But not all businesses appear to be enforcing the provincial proof of vaccination requirement. BRS said it has issued 10 tickets to businesses for failing to have proof of vaccination since they began enforcing the provincial proof of vaccination.

According to data from BRS, a Regulatory Services, no tickets have been issued to restaurants since they began enforcing the provincial proof of vaccination.



TERRY CALDWELL

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.



TERRY CALDWELL

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

IN THE PRESENT People pass a Christmas display on Sparks Street on Monday. Tuesday should be mainly sunny, but a bit cooler, with a high of 1 C. Full forecast, page N12.

CITY

## Mayor isolating after staffer positive

Watson in contact with COVID patient

MEGAN GILLIS

Ottawa Mayor Jim Watson said Monday that he is self-isolating "out of an abundance of caution" after learning that a staff member — who later tested positive for COVID-19 — was in close contact with a person who tested positive for the coronavirus.



Jim Watson

The mayor said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

Watson had a busy day on Friday as he announced that he was self-isolating and that he was in contact with a person who tested positive for the coronavirus.

Watson said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

Watson had a busy day on Friday as he announced that he was self-isolating and that he was in contact with a person who tested positive for the coronavirus.

Watson said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

Watson had a busy day on Friday as he announced that he was self-isolating and that he was in contact with a person who tested positive for the coronavirus.

Watson said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

Watson had a busy day on Friday as he announced that he was self-isolating and that he was in contact with a person who tested positive for the coronavirus.

Watson said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

Watson had a busy day on Friday as he announced that he was self-isolating and that he was in contact with a person who tested positive for the coronavirus.

Watson said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

Watson had a busy day on Friday as he announced that he was self-isolating and that he was in contact with a person who tested positive for the coronavirus.

Watson said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

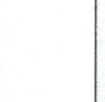
CITY

## Mayor isolating after staffer positive

Watson in contact with COVID patient

MEGAN GILLIS

Ottawa Mayor Jim Watson said Monday that he is self-isolating "out of an abundance of caution" after learning that a staff member — who later tested positive for COVID-19 — was in close contact with a person who tested positive for the coronavirus.



Jim Watson

The mayor said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

Watson had a busy day on Friday as he announced that he was self-isolating and that he was in contact with a person who tested positive for the coronavirus.

Watson said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

Watson had a busy day on Friday as he announced that he was self-isolating and that he was in contact with a person who tested positive for the coronavirus.

Watson said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

Watson had a busy day on Friday as he announced that he was self-isolating and that he was in contact with a person who tested positive for the coronavirus.

Watson said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

Watson had a busy day on Friday as he announced that he was self-isolating and that he was in contact with a person who tested positive for the coronavirus.

Watson said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

Watson had a busy day on Friday as he announced that he was self-isolating and that he was in contact with a person who tested positive for the coronavirus.

Watson said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

Watson had a busy day on Friday as he announced that he was self-isolating and that he was in contact with a person who tested positive for the coronavirus.

Watson said on Twitter that he is self-isolating following confirmation late Friday that a staff member was in close contact with a person who tested positive. Watson said he cancelled his meetings and events after receiving the news and has been self-isolating at home while awaiting test results.

The staff member tested positive on Saturday, Watson said, adding "further reveal that the staff member in question are experiencing symptoms of this virus in town."

TUESDAY, DECEMBER 14, 2021 OTTAWA CITIZEN A5



Your phone.  
Our Unlimited Share plan.

20GB  
for  
\$80  
/month

Bring your phone to the best 5G network,\* and get unlimited shareable data with no average charges.

1 888 4-MOBILE • Bell stores

\*Data is shared with other Unlimited Share Plans participants only. 5G is not available in all areas. Coverage is not available in all areas. See Bell.ca for more information.

**Bell** staying connected just got better

Unlimited Share Plan: 20GB, unlimited data, unlimited calls, unlimited texts, unlimited email, unlimited cloud storage, unlimited streaming, unlimited everything. Unlimited Share Plan: 20GB, unlimited data, unlimited calls, unlimited texts, unlimited email, unlimited cloud storage, unlimited streaming, unlimited everything. Unlimited Share Plan: 20GB, unlimited data, unlimited calls, unlimited texts, unlimited email, unlimited cloud storage, unlimited streaming, unlimited everything.

This year,  
let's stand  
with them.

Donate now and help create a better tomorrow.

The Ottawa  
Hospital

ThankYouTHC

DON'T BUY STUFF YOU DON'T NEED.  
SAVE PLANET. STACK MONEY. MOBO.CA



